

La guerre civile au Nicaragua

Le Parlement est convoqué pour chercher une solution

LIRE PAGE 9

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

L'épuration au Ghana

Le Conseil révolutionnaire des forces armées du Ghana, qui a tenu à Accra depuis trois semaines, poursuit sa « campagne d'épuration » de manière expéditive. Dans le terrain vague du camp Yehia, situé près de la capitale ghanéenne, des centaines de personnes ont été amenées le mardi 26 juin, à l'occasion de six défilés militaires, devant deux anciens chefs de l'État, les généraux Fred Akuffo et Akwasi Afrifa, qui dirigeaient pendant toute une partie de la révolution ghanéenne. Les suppléants avaient été conduits à mort à huis clos pour « enrichissement illégitime » et « sabotage économique ».

On arrêtera le site « purification » des nouveaux cadres d'Accra ? Refusant de lever le secret qui entoure le déroulement des procès, l'équipe soviétique vient d'« institutionnaliser » les jugements sommaires en ignorant les « cours spéciales » mises sur pied au lendemain du coup d'État du 6 juin. Ces « tribunaux populaires » sont, en fait, composés uniquement de « magistrats » — « ira » improvisés, et leurs verdicts sont sans appel. « Accra » ne sera autorisée à « s'écarter » du tranché républicain que le capitaine Djan, « ennemi d'État » du régime, rapidement hérité de l'émigration en cours était avant tout une affaire de préterit.

La loi de répression des officiers « subalternes » et des sous-officiers contre certains de leurs anciens chefs, corrompus et dissidents, a été légalisée. Après avoir assésé sept années durant à l'« enrichissement » — souvent accidentel — du vrai — des membres de la fante au pouvoir, les « petits » régent assésés les uns complais, avec une brutalité à la mesure de leurs frustrations et de leurs colères longtemps contenues, et de leurs ambitions anciennes dignitaires, en instance de jugement, réclament le peloton d'exécution.

« Arrive » en France Fanon ?... sans demander aux journalistes le capitaine de l'armée de Jerry Rawlings, président du Conseil révolutionnaire, demandant ainsi à son action une certaine vision idéologique. Dans le même temps, il assure régulièrement « une perspective » non politique » et promet que l'armée rendra le pouvoir aux civils le 1^{er} octobre et « coopérera loyalement » avec le prochain gouvernement élu : les « révolutionnaires » d'Accra « échappent » par une contradiction propre aux régimes militaires.

En fait, tout indique que le capitaine Rawlings est de plus en plus « décapé » par la troupe, dont il affirme pourtant n'être qu'un fidèle porte-parole. Avec l'« enrichissement » probable de quelques officiers plus « radicaux » que lui, caporaux et simples soldats imposent leur point de vue. Mais pourraient-ils longtemps jouer impunément la violence politique dans un pays qui n'y avait jusqu'à présent jamais osé, le président de la révolution du 4 juin venant trapper les imaginations et marquer de façon indélébile leur passage au pouvoir. Mais ils ont d'ores et déjà fait mal, dans les rangs d'une armée brisée, de nouvelles recrues.

En humiliant délibérément les officiers — certains ont été lynchés — provoquant un bain de sang, le Conseil révolutionnaire a-t-il pu se livrer à la tâche des futurs gouvernements civils ? Frappé par une grave crise économique, le Ghana a besoin d'une aide étrangère qui, dans l'immédiat, ne peut lui venir que de l'Occident. Mais les « révolutionnaires », — n'est-ce pas pour trapper l'assistance internationale — ont-ils osé, le président Obeng, chef de l'État nigérian, qui était venu de son côté, le président Akuffo, à menacer de rompre ses relations diplomatiques avec l'État-Léopold, et d'arrêter au Ghana 90 % de son pétrole, pourrait aussi s'attendre à des approvisionnements de l'Est.

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

Renforcement de l'aide au tiers-monde

- A Bruxelles, les Neuf renouvellent l'accord de Lomé et augmentent de 65 % le soutien financier aux États associés
- A Genève, l'OPEP accorde 800 millions de dollars aux pays sous-développés consommateurs de pétrole

Deux décisions importantes en faveur du tiers-monde ont été prises mercredi 27 juin.

• A BRUXELLES, la Commission européenne a conclu, au nom des Neuf, l'accord de renouvellement de la convention de Lomé, qui lie la C.E.E. aux cinquante-six pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (dits A.C.P.). Après des difficultés de dernière heure, portant surtout sur des détails jugés importants par tel ou tel État, l'arrangement conclu porte à 32,5 milliards de francs l'aide financière que les Neuf accorderont en cinq ans aux A.C.P. Cette somme dépasse de 65 % celle que prévoyait le précédent accord quinquennal de Lomé, et de 10 %

les propositions faites dans un premier temps par la C.E.E.

• A GENÈVE, le même jour, les trente pays de l'OPEP ont décidé d'allouer 800 millions de dollars supplémentaires (3,4 milliards de francs) au Fonds spécial d'aide au tiers-monde, déjà doté précédemment d'un peu plus d'un milliard de dollars et qui n'avait dépensé jusqu'ici que 289 millions. Les pays d'Amérique latine, qui s'étaient élevés, lors des récents débats de Manille, contre l'augmentation négative pour leur économie de la hausse du « brut », seront parmi les principaux bénéficiaires de l'opération. L'OPEP évoluera désormais en deux projets algériens et irakiens visant à

réduire la dépendance des pays sous-développés à l'égard du pétrole importé. L'aide au tiers-monde ainsi accrue, les pays exportateurs de pétrole devraient décider, dans l'après-midi, la — on les a haussés des prix du « brut » pour les prochains mois.

• A TOKYO, où M. Giscard d'Estaing est arrivé ce mercredi pour le « sommet » des sept grandes puissances occidentales, les pays européens se trouvent en face d'une position commune américano-japonaise favorable seulement à son renfort des importations de pétrole en 1979 et 1980. Les Européens souhaitent, eux, les achats jusqu'en 1985. (Voir page 5.)

Une négociation à l'arraché

De notre correspondant

Bruxelles. — Cette ultime conférence ministérielle s'est déroulée de manière à bien des égards déconcertante. La négociation avait été interrompue le 26 mai, parce que les pays A.C.P. trouvaient très insuffisant le volume de l'aide financière que la Commission se montrait disposée à leur consentir. On pouvait, dès lors, penser que le problème le plus important comportait la première place lors de la reprise des pourparlers. Il n'en a rien été.

Les A.C.P. ont pris acte, au début de la conférence, de la nouvelle offre présentée au nom de la Commission par M. Frans de Poot, le président en exercice du conseil des ministres des Neuf. Ils ont bien cherché à nourrir la discussion sur ce thème, conscients sans doute que la C.E.E. ne pouvait absolument pas aller au-delà.

Le montant total de l'aide financière, pour les cinq années de la prochaine convention, a été fixé à 32,5 milliards d'unités de comptes (32,5 milliards de francs), à comparer à 24 milliards d'unités de comptes (24 milliards de francs) pour la précédente convention. En mai dernier, l'offre communautaire portait sur une enveloppe de 21,5 milliards d'unités de compte (21,5 milliards de francs). Sous la pression des A.C.P., qui jugeaient alors l'actualisation de

l'aide insuffisante, les Neuf ont donc consenti un effort supplémentaire de 10 %, soit 200 millions d'unités de compte (200 millions de francs), ce qui, en ce temps de crise, n'est pas négligeable. Les discussions des dernières quarante-huit heures — ce qui signifie un délai de deux semaines — ont porté sur des points relativement mineurs. En fait, mis à part le montant de l'aide financière, les arrangements les plus significatifs étaient déjà depuis la conférence ministérielle du 26 mai. Toutefois, des points de détail, apparemment sans importance, ont été débattus. Les points de détail, apparemment sans importance, ont été débattus. Les points de détail, apparemment sans importance, ont été débattus.

Un an l'année des pays A.C.P. Ainsi, pour le Mali, le fait d'avoir obtenu à l'arraché, dans la nuit de mardi à mercredi, en plus du montant de l'aide financière, le tabac soit adjoint à la liste des produits bénéficiant du statut de « produits de stabilisation des recettes d'exportation » des produits agricoles, est primordial, au moins aussi important que le relèvement de 10 % de l'aide financière.

PHILIPPE LEMAITRE.

(Lire la suite page 5.)

Le décalage

par ANDRÉ FONTAINE

Simone Veil en tête, renforcée après coup par un recomptage superflu, Jacques Chirac ramené à un score supérieur d'un point seulement à celui de Jacques Chaban-Delmas au premier tour de 1974, le P.C.F. décliné par la guerre de succession, le P.C.P. apparemment déterminé à tout faire pour empêcher un Mitter-

rand ou un Rocard de jurer d'installer à l'Elysée, M. Giscard d'Estaing peut envisager avec quelque espoir de succès, à l'issue de l'élection de 1981 et remporter les fées d'avoir inclus une bonne dose de baraka, au nombre des présents dont son

berceau fut comblé. Aussi bien présente-t-il en public, et notamment à la télévision, l'image d'un homme comme à l'habitude satisfait, sûr de lui. De divers côtés, pourtant, il nous revient qu'un privé il ne cache guère son pessimisme. Il faut dire que les éléments ne manquent pas qui apportent de l'eau à ce moulin-là.

— M. Raymond Barre a perdu le pari qu'il avait fait de remettre au sein des « nouveaux français » les rails. Certes, il a défendu le monnaie, et rétabli pour 1979 l'équilibre du commerce extérieur, mais la situation de l'emploi ne cesse de se dégrader, les perspectives commerciales s'assombrissent, le déficit budgétaire atteint les proportions d'un véritable dérapage et le taux d'inflation a toutes chances d'être supérieur, en 1979, à celui de 1978. C'est écho est laugement déprimant. Il est vrai que des facteurs extérieurs sur lesquels la France n'a guère de prise, le premier plan des hausses du pétrole et des matières premières, et la politique énergétique aberrante des États-Unis. Il n'empêche que l'Allemagne et le Japon font beaucoup mieux et les autres grands pays de l'Europe ont dépassé une triple épreuve. Il a cru pouvoir :

• Mitterrand a une certaine stabilité des prix des hydrocarbures, laquelle opposait celle des régimes d'importation des pays producteurs à un de ce qui s'est passé depuis vingt ans en Orient, le pétrole qu'on puisse dire qu'il n'y avait pourtant là aucune garantie.

(Lire la suite page 6.)

En attendant la hausse du « brut »

De notre envoyé spécial

Genève. — Interrogé à la veille de la conférence de l'OPEP sur l'« hostilité » manifestée récemment à Manille par certains pays d'Amérique centrale à l'encontre de l'Organisation, un délégué arabe répondit : « Les pays du tiers-monde n'ont pas besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles. Ils ont donc besoin de découvrir, mais d'écouter. En revanche, ce qui les inquiète, c'est la hausse des prix du « brut » et du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont des réserves énormes, mais les pays importateurs, et en particulier les pays d'Amérique centrale, ont des réserves très faibles

Le Monde

PARTI SOCIALISTE

Pour l'éclatement Pour le compromis

par PIERRE BOURGADE

Le parti socialiste peut-il, d'ici à une élection, se...

par PIERRE BOURGADE (suite)

Le P.C. dans la situation...

L'APRÈS-acte des em-

por HUGUES PORTELLI (*)

Le ramener à son état d'avant...

DE PLUS Les pays

Deux ans après, la rupture...

M. Rocard est un Saxon...

Que ceux qui ne s'expriment...

Le second, stratégie...

Par ailleurs, François Mitterrand...

Il lui faut se débarrasser...

Le durcissement de l'indépendance

« Plus tôt Giscard que nous, si nous...

« Plus tôt Giscard que nous, si nous...

« Plus tôt Giscard que nous, si nous...

« Plus tôt Giscard que nous, si nous...

« Plus tôt Giscard que nous, si nous...

« Plus tôt Giscard que nous, si nous...

« Plus tôt Giscard que nous, si nous...

« Plus tôt Giscard que nous, si nous...

« Plus tôt Giscard que nous, si nous...

« Plus tôt Giscard que nous, si nous...

« Plus tôt Giscard que nous, si nous...

« Plus tôt Giscard que nous, si nous...

« Plus tôt Giscard que nous, si nous...

« Plus tôt Giscard que nous, si nous...

« Plus tôt Giscard que nous, si nous...

« Plus tôt Giscard que nous, si nous...

« Plus tôt Giscard que nous, si nous...

« Plus tôt Giscard que nous, si nous...

« Plus tôt Giscard que nous, si nous...

« Plus tôt Giscard que nous, si nous...

« Plus tôt Giscard que nous, si nous...

INTERNATIONALES

● LE SOMMET DE TOKYO

Les Européens se concertent face aux Américains et aux Japonais

M. Valéry Giscard d'Estaing est arrivé ce mercredi 27 juin à Tokyo à bord d'un appareil supersonique Concorde, afin de participer au cinquantième sommet des principaux pays industrialisés. Le président de la République était accompagné de MM. François-Poncet, Monory et d'Arcand, ministres respectivement des affaires étrangères, de l'économie et de l'industrie.

Tokyo — Le vaste centre de Tokyo tout entier vit déjà à l'heure du sommet. La circulation est moins dense que d'habitude, beaucoup d'habitants ayant sans doute renoncé à l'usage de leur voiture tant sont nombreux les centres de police.

Appliquées avec courtoisie, mais avec une persistance qui excite parfois les diplomates, les mesures de sécurité ont soulevé les protestations de la presse américaine, dont plusieurs reporters ont été empêchés d'assister à l'entrevue entre l'empereur Hiro Hito et M. Carter. Celui-ci aurait même demandé qu'un peu plus de souplesse soit introduite dans le rigide dispositif de protection.

Depuis le début de la semaine, les entretiens entre, d'une part, le premier ministre japonais, M. Masayoshi Ohta, et plusieurs de ses ministres, au premier rang desquels le ministre du Commerce international et de l'Industrie (MITI), M. Masumi Ebashi, et d'autre part, la délégation américaine arrivée au grand complet, se poursuivent sans relâche. Un certain nombre de positions communes semblent s'être dégagées, qui diffèrent sensiblement — quand elles ne s'opposent pas — des propositions émises par le conseil européen, à l'occasion de la ses-

De nos envoyés spéciaux

sion de Strasbourg, les 21 et 22 juin.

Les Européens doivent quater à eux entiers se concertent avant l'ouverture de la conférence prévue pour le jeudi 28 juin, à 9 heures du matin, et qui doit être précédée d'un petit-déjeuner à 8 heures.

Comme pour bien marquer qu'au Japon on ne badine pas avec les mesures d'économie d'énergie, les membres du cabinet nippon, ordinairement habillés de Japon strict, sont venus de « costumes » légers genre « safari », à la suite de l'abandon du conseil italien d'industrialisation, M. Giulio Andreotti.

« Nous allons travailler au succès de ce sommet auquel nous attachons beaucoup d'importance et que nous avons préparé avec soin », a-t-il déclaré avant d'être transporté en hélicoptère au palais d'Akasaka, où le chef de l'Etat français devait s'entretenir avec le premier ministre japonais, M. Ohira.

Sur la question primordiale de l'énergie qui domine déjà les discussions, alors qu'on attend les décisions de la conférence de l'OPEP à Genève, la ont proposé une plate-forme en deux points : plafonds des importations, par pays, et achats sur le marché libre.

Les propositions se sont concentrées jusqu'à maintenant sur la partie des propositions européennes visant à plafonner les importations jusqu'en 1985 sur la base des tonnages achetés en 1978. Les Américains voudraient un engagement chiffré ne soit adopté que pour les années 1979 et 1980, en prévision pour l'énergie.

PAUL FABRA et PHILIPPE PONS

● LE RENOUELEMENT DE LA CONVENTION DE LOMÉ A BRUXELLES

Une négociation à l'arraché

(Suite de la première page.)

D'autre part, autre aspect qui mérite d'être souligné, — cette longue et pointilleuse négociation correspondait à une sorte de nécessité politique : compte tenu des tensions qui ont parcouru le groupe A.C.P., il était psychologiquement souhaitable de doter l'impression d'un combat pied à pied. En effet, si la majorité des A.C.P. soutenaient encore, d'ailleurs, certes moins nombreux, croyaient au contraire qu'il ne serait pas mauvais de tenir la dragée haute à la Communauté, face à la

modestie des améliorations proposées (1).

D'autre part — autre interférence de nature politique, — les pays de la « ligne de front », pour lesquels la première priorité est à l'vidence l'évolution de la situation en Rhodésie-Zimbabwe, ont pu être tentés, eux aussi, de pas contre, afin d'écarter par ce moyen d'espérer une pression accrue sur les partenaires européens. Ces tendances négatives n'ont pas prévalu; le point de vue de la majorité, qui considère, comme l'a expliqué M. Sock, le ministre des finances du Sénégal, que « la convention reste un type exemplaire de coopération », l'a emporté.

Toutefois, les réticences et les critiques exprimées par certains pays ont conduit à un moment des débats au sein du groupe A.C.P. ont imprimé une coloration de désenchantement, à l'ensemble de la négociation. C'est un contrat de réconciliation renouvelé. Les A.C.P. considèrent

qu'il est de leur intérêt de le faire, mais ils n'y mettent apparemment guère d'enthousiasme. Il faudrait que la nouvelle convention soit aussi novatrice par rapport à Lomé à que celui-ci l'a été par rapport à l'accord de Yaoundé, affirmant en substance M. Péterson, le ministre des affaires étrangères de la Jamaïque, en juillet 1978, lors de la conférence ministérielle d'ouverture des négociations. Cet objectif n'est pas atteint.

La nouvelle convention comprendra des améliorations nombreuses et parfois très substantielles, mais elle ne comporte pas d'innovation vraiment spectaculaire. Le mécanisme de soutien en faveur des producteurs de minerais est amélioré; les crédits mis à sa disposition s'élèvent à 200 millions d'unités de compte et ils seront utilisés pour faire face à des situations exceptionnelles de nature à compromettre l'exploitation de gisements mais il n'est pas ressorti comme aussi nouveau et aussi intéressant que le fut à l'époque le Stabex agricole dont il est dérivé.

On peut se demander s'il était raisonnable, compte tenu des difficultés considérables auxquelles sont confrontées les économies des Neuf, d'espérer que la nouvelle convention fût plus que consolider l'accord précédent. En attendant, un pas en avant, mais un pas qui n'est pas sans intérêt, car il était d'entrée de jeu peu réaliste.

PHILIPPE LEMAITRE.

Prestige des Baux

Un château médiéval pour veiller sur votre capital.

Venez investir votre "Capital Villa" (de 4 à 6 pièces) au MAS DU CHEVRIER situé aux bords d'une piscine et de 2 tennis, au cœur des Alpes. 27 privilégiés seulement pourront bénéficier immédiatement d'une Résidence pionnière où tout a été conçu pour préserver aussi votre Capital Santé.

Pour recevoir une documentation gratuite, retournez ce bon :

osdic 800-257

L'IMMOBILIER CONÇU COMME UN SERVICE
LA MAISON DU G.S.CIC
15, bd de Vaugrand
75015 PARIS
Tél. 567.55.66

sur place :
LE MAS DU CHEVRIER
13520 LES BAUX DE PROVENCE

Nom : _____
Adresse : _____
Téléphone domicile : _____
Métier : _____

LES JUIFS VAINQUEURS OU VAINCUS ?



Des documents photographiques exceptionnels

TOUTE LA VERITE DANS UNE GRANDE FRESCO HISTORIQUE ET GUERRIERE

FAYARD - un chef pour votre été

PHILIPPE LE BEL
Jean Favier

LOUIS XIII
Jean Delumeau

LA PEUR en Occident

DE PEARL HARBOR A KENNEDY

Irène Fraim Le Polon
Quand les Bretons peuplaient les mers

Jean-Luc Déjean
Quand chevauchaient les Comtes de Toulouse

Maryvonne Miquel
Quand le bon Roi René était en Provence

Jean-Marc Soyex
Quand les Anglais vendangeaient l'Aquitaine

EUROPE

TURQUIE: une démocratie chaotique

II. — Le spectre de la Dette et des « capitulations »

De notre envoyé spécial JEAN-PIERRE CLERC

Une partie de la Turquie vit, depuis six mois, sous le régime de l'état de siège. Des troubles politico-religieux, le terrorisme et une certaine agitation dans les provinces orientales à forte population kurde expliquent cette mesure. Elle a, jusqu'à présent, été appliquée de façon extensive, mais avec une relative modération par l'armée turque (« Le Monde » du 27 juin).

Istanbul. — Un camion d'arrête dans une rue en pente du misérable quartier du Fener — qui fut dans l'ancienne capitale ottomane, le Phanar hellène et qui abrite, aujourd'hui, encore les derniers ses murailles le patriarche orthodoxe grec. Une cinquantaine de femmes, la plupart habillées de l'ample pantalon bouffant et des multicolores des pyjamas antitoulousiens, sont alignées sur le trottoir. Toutes portent une sorte de bonnet métallique; beaucoup s'écroulent des larmes bavant sèchement. Sous les traits de cache-cache des garçons très au cadre rasé, les moustaches des fillettes peignées à la diable, au milieu du défilé, l'arrivée du camion provoque une onde sismique. On se lève. Il y a quelques boucaniers, peut-être trop cependant. La distribution des bonnes d'oyages commence.

Cette scène, nous l'avons vue se répéter en dix endroits d'Istanbul. La Turquie de 1979 manque de sa loutte. Ce n'est pas rien, dans un pays où la majorité des citadins utilisent le combustible pour faire la cuisine! Ce n'est pas le seul exemple de pénurie. L'arrêté, dans un village anatolien, à partager le lait avec des paysans. Il nous fait état de la consommation de la viande de la conversion: « *meat pack* » (pas de viande). Et des denrées de base (diesel). A la veille des moissons! Dans les villes, les

Perceur, agrandir, édifier!

Ces progrès ont été réalisés, en grande partie, sous l'impulsion des conservateurs qui ont dirigé le pays la plupart du temps depuis 1960. M. Süleiman Demirel, élu président de la République, et principal leader de l'opposition, a lui-même présidé deux gouvernements ces quatre dernières années. Ce fils de paysan devenu ingénieur est symbolique de cette Turquie naissante rurale et attachée qui s'est lancée vertigineusement dans la modernisation, le béton et le « *concrete* ». L'attachement à la province d'Asparta où il est né, dans le sud-ouest du pays, « *Mein de fer* » — c'est la signification de son patronyme — devient presque lyrique lorsqu'il s'agit d'un enthousiasme tout antérieur, il évoque devant nous les centaines de kilomètres de routes goudronnées, d'hôpitaux, de milliers de maisons, de dizaines de milliers d'habitations, les centaines de milliers de kilomètres qui ont changé la face du pays sous ses administrations successives.

Si une combinaison parlementaire n'avait pas permis à son vieil adversaire Süleiman Demirel de reprendre les rênes du pouvoir, pour la troisième fois, au début de 1979, combien de tunnels, de ports, de barrages ne serait-il pas en train de faire percer, agrandir, édifier? Et de multiplier la fiabilité, l'insécurité, l'absence de ligne directrice, l'indécision, l'incohérence de l'actuel gouvernement, qui n'aurait ni support, ni pays que pénurie, déflation, sous-production et chômage, sans oublier l'anarchie et les menaces contre l'unité nationale.

Est-il honnête, pourtant, d'af-

firmes que la Turquie a été plongée dans le marasme par les sévères récessions des dix-huit mois de gouvernement Ecevit? Evidemment non! La modernisation forcée menée depuis trois lustres dans le pays n'a été ébranlée ni ébranlée d'aucun des deux.

L'erreur, M. Ecevit la résume devant nous: « *La croissance économique et le développement, elle était fondée sur des industries de consommation. Il fallait, pour qu'elle tournât, inciter les gens à vivre au-dessus de leurs moyens. Désormais, il faut renouer le cap, et forcer les industries turques à exporter.* »

Quel qu'il en soit des erreurs, il reste la facture. L'administration Demirel a laissé au pays une dette de 10 milliards de dollars, dont 7 milliards de dollars de dette publique, qui est désormais la plus élevée du monde par habitant, et plus lourde encore si l'on tient en relation avec la modeste des exportations. La question est de savoir si elle le méritait de l'Allemagne en 1960 ou de la France en 1960. M. Demirel. « *Moi, j'ai répondu: « *Non.* »*

■ ERRAUM — Dans le chapitre introduisant la série d'articles de Jean-Pierre Clerc (*Le Monde* du 27 juin), on a vu sous la plume de M. Demirel le poste de chef du gouvernement turc qu'occupe actuellement M. Ecevit.

Cette stratégie, peut-être fondée en période de prospérité, est évidemment plus difficile à conduire dans l'incertitude d'une crise internationale. Les prêteurs se font sourcilieux, et le paiement des intérêts de la dette est compromis — même si M. Ecevit a déjà pu en consolider une partie auprès de l'O.C.D.E.

Une « économie parallèle »

Car la Turquie a une balance commerciale nettement déficitaire depuis le renchérissement des prix du brut après 1973. Les principales exportations principales de la Turquie — coton, tabac, noix, fruits secs, bled, etc. — couvrent tout juste la facture annuelle de pétrole: 1 milliard de dollars. Et le modèle de développement adopté ces dernières années lui impose d'importer massivement biens d'équipement et produits semi-finis: 5 milliards de dollars, soit le montant incompressible des importations annuelles turques pour ne pas condamner les entreprises à ralentir leur activité puis à fermer. Certes, les exportations d'industries — de bled vers l'étranger, par exemple — rapportent gros. Il n'empêche: faute d'avoir pu faire venir de l'étranger

Un secteur public pléthorique

Les industries, les commerces, les services, les transports, en Europe de l'Ouest, dépensent à payer plus que les cours officiels pour acheter leurs devises aux travailleurs: ce véritable marché noir d'économie parallèle a permis au secteur privé de survivre. L'entreprise turque, elle, s'est enrichie au bord de la banqueroute! Des lors, les exportations de biens d'équipement et de produits semi-finis, notamment, sont devenues problématiques.

Le gouvernement s'est tourné vers ses amis étrangers, et d'abord vers ses partenaires occidentaux. Pour repartir sur des bases saines, le pays avait besoin d'un milliard de dollars. C'est une somme, pour un pays déjà endetté et dont la balance des paiements est un tonneau des Danaïdes. Certes, répond-on à Ankara. Mais n'est-ce pas le prix à payer pour tirer d'affaire le capital de vos villes? Les Etats-Unis ne s'opposent-ils pas à verser à minima de dollars à l'Egypte et à l'Irak pour le « *prix de la paix* » au Proche-Orient?

Les experts du Fonds monétaire international de l'O.C.D.E. de la communauté et européenne des Etats-Unis, de l'Allemagne fédérale se sont donc penchés au-dessus de la Turquie. Le F.M.I., en particulier, a fait connaître quelques-uns de ses reproches: les industries qui ne paient pas ce qu'il leur doit, les entreprises qui ne paient pas ce qu'il leur doit, les entreprises qui ne paient pas ce qu'il leur doit.

Prochain article:

UN LION TOURNANT DANS SA CAGE

Par les auteurs du « Nouveau désordre amoureux »

Pascal Bruckner Alain Finkielkraut Au coin de la rue, l'aventure

Collection Fiction & Critique dirigée par Denis Roche 288 pages 49 F



Bons de l'Ecureuil.
Rentables,
simples,
discrets.



A la Caisse d'Epargne Ecureuil, uniquement.

Roman

Alain Absire

L'homme disparu

« L'Homme disparu » est une superbe variation sur les craquements souterrains chez un homme d'aujourd'hui. C'est très beau.

Grand-Humbert Gony / Le Matin

« Un ton cinématographique. Très prenant. »

Jacques-Pierre Amette / Le Point

« Les livres prolifèrent et ne disent rien. Et puis soudain un Absire. Le choc. »

Patrice Delbourg / Nouvelles Littéraires

Editions libres Halier

AMÉRIQUES

LA GUERRE CIVILE AU NICARAGUA

Le Congrès national est convoqué à Managua pour étudier une « solution constitutionnelle » de la crise

Le Congrès national nicaraguayen doit se réunir en principe le jeudi 28 juin à l'hôtel Intercontinental de Managua pour étudier une « solution constitutionnelle » de la crise. Des pressions américaines seraient à l'origine de cette convocation surprise, alors que le général Somoza réaffirme sa volonté de ne pas quitter le pouvoir, même temporairement.

Managua (A.F.P.). — L'isolement international grandissant du régime du président Somoza, le blocage de la situation militaire et de vives pressions américaines ont abouti à la convocation surprise du Congrès national nicaraguayen chargé de trouver une issue à la crise du pays.

L'éventuel départ même temporaire du président Anastasio Somoza, constituerait un rassemblement essentiel des discussions du Congrès.

Le président de la Chambre des députés, M. Francisco Uruyoy, a lui-même déclaré mardi après-midi à l'A.F.P. que le Congrès se réunirait en session préliminaire, puis qu'il examinerait une « solution constitutionnelle » à la crise politique et s'occuperait d'une transition de pouvoir.

Le Congrès national nicaraguayen est composé de 100 membres, élus pour cinq ans. Les membres du Congrès commenceront à arriver à Managua le 28 juin.

Le Congrès national nicaraguayen est composé de 100 membres, élus pour cinq ans. Les membres du Congrès commenceront à arriver à Managua le 28 juin.

Le Congrès national nicaraguayen est composé de 100 membres, élus pour cinq ans. Les membres du Congrès commenceront à arriver à Managua le 28 juin.

Le Congrès national nicaraguayen est composé de 100 membres, élus pour cinq ans. Les membres du Congrès commenceront à arriver à Managua le 28 juin.

Le Congrès national nicaraguayen est composé de 100 membres, élus pour cinq ans. Les membres du Congrès commenceront à arriver à Managua le 28 juin.

Selon la radio gouvernementale, la garde nationale aurait réuni mardi 26 juin à reprendre le contrôle du quartier de Belo-Horizonte, aux mains des sandinistes depuis deux semaines. En revanche, la garde aurait échoué dans une tentative de reprise de la route de l'aéroport.

Après le Brésil, le Mexique, Panama, l'Espagne, le Chili, l'Argentine, le Venezuela, le Pérou, la Colombie, le Costa-Rica et le Guatemala, le Pérou a décliné mardi de rompre ses relations diplomatiques avec le Nicaragua. Cette décision, prise par un communiqué du ministère des Affaires étrangères de Lima, traduit le sentiment du gouvernement et du peuple péruvien à l'égard du peuple du Nicaragua.

Le Congrès national nicaraguayen est composé de 100 membres, élus pour cinq ans. Les membres du Congrès commenceront à arriver à Managua le 28 juin.

Le Congrès national nicaraguayen est composé de 100 membres, élus pour cinq ans. Les membres du Congrès commenceront à arriver à Managua le 28 juin.

Le Congrès national nicaraguayen est composé de 100 membres, élus pour cinq ans. Les membres du Congrès commenceront à arriver à Managua le 28 juin.

Le Congrès national nicaraguayen est composé de 100 membres, élus pour cinq ans. Les membres du Congrès commenceront à arriver à Managua le 28 juin.

Le Congrès national nicaraguayen est composé de 100 membres, élus pour cinq ans. Les membres du Congrès commenceront à arriver à Managua le 28 juin.

Le Congrès national nicaraguayen est composé de 100 membres, élus pour cinq ans. Les membres du Congrès commenceront à arriver à Managua le 28 juin.

Le Congrès national nicaraguayen est composé de 100 membres, élus pour cinq ans. Les membres du Congrès commenceront à arriver à Managua le 28 juin.

Le Congrès national nicaraguayen est composé de 100 membres, élus pour cinq ans. Les membres du Congrès commenceront à arriver à Managua le 28 juin.

Le Congrès national nicaraguayen est composé de 100 membres, élus pour cinq ans. Les membres du Congrès commenceront à arriver à Managua le 28 juin.

Le Congrès national nicaraguayen est composé de 100 membres, élus pour cinq ans. Les membres du Congrès commenceront à arriver à Managua le 28 juin.

Le Congrès national nicaraguayen est composé de 100 membres, élus pour cinq ans. Les membres du Congrès commenceront à arriver à Managua le 28 juin.

Le Congrès national nicaraguayen est composé de 100 membres, élus pour cinq ans. Les membres du Congrès commenceront à arriver à Managua le 28 juin.

Le Congrès national nicaraguayen est composé de 100 membres, élus pour cinq ans. Les membres du Congrès commenceront à arriver à Managua le 28 juin.

Le Congrès national nicaraguayen est composé de 100 membres, élus pour cinq ans. Les membres du Congrès commenceront à arriver à Managua le 28 juin.

Le Congrès national nicaraguayen est composé de 100 membres, élus pour cinq ans. Les membres du Congrès commenceront à arriver à Managua le 28 juin.

Le Congrès national nicaraguayen est composé de 100 membres, élus pour cinq ans. Les membres du Congrès commenceront à arriver à Managua le 28 juin.

Aux éditions François Maspero

Qui c'est l'conseil ? 70 F
Les derniers blancs 56 F
Qui travaille pour qui ? 42 F
Nicolas Boukharine 100 F

La Découverte
"Une nouvelle collection de poche qui se révèle déjà une réussite"
Le Nouvel Observateur

Christophe Colomb
La découverte de l'Amérique
I. Journal de bord 1492-1493 20 F
II. Relations de voyage 1493-1504 20 F

Flora Tristan
Les pérégrinations d'une paria 30 F

H. B. de Saussure
Premières ascensions au Mont-Blanc 20 F

A. S. Neill
Libres enfants de Summerhill 45 F

François Maspero
1 place Paul Painlevé 75005 Paris

Mémoires émus d'une caissière-porno.

les américains sont de grands enfants
FLAMMARION

Ceylan
SEJOUR BALNÉAIRE Hôtel 1^{re} classe
pension complète 10 j.-f. 4.640*
CIRCUIT CEYLAN voiture, chauffeur, guide + SEJOUR BALNÉAIRE pension complète* 17 j.-f. 5.870*
SEMAINE SUPPLÉMENTAIRE pension complète f. 400 seulement
KUDONI

François Maspero

PROCHE-ORIENT

LES CONVERSATIONS ISRAËLO-ÉGYPTIENNES SUR L'AUTONOMIE

La rencontre de Herzliya s'est achevée sans résultats mais dans un climat assez détendu

Le gouvernement israélien a publié mardi 26 juin, le texte d'un accord, signé le 25 juin avec Israël, qui prévoit la fourniture de pétrole américain à l'Etat hébreu, au cas où les autres sources d'approvisionnement du pays viendraient à lui faire défaut pour des motifs politiques. Cet accord concrétise un engagement

pris par les Etats-Unis, le 26 mars, en complément du traité de paix israélo-égyptien. Le prix de ce pétrole sera comparable au prix du marché mondial et Israël remboursera aux Etats-Unis les frais provoqués par ces livraisons spéciales. L'accord, d'une durée de quinze ans, s'appliquera à partir du mois de novembre 1979.

De notre correspondant
Jerusalem. — Après deux journées d'entrevues, la délégation égyptienne conduite par le premier ministre, M. Morsi, a regagné le Caire mardi 26 juin, sans que les négociations aient fait d'aucun progrès substantiel. La négociation sur l'autonomie est au même stade depuis un mois. Égyptiens et Israéliens n'ont toujours pas pu se mettre d'accord sur la procédure de leurs discussions. Ils sont seulement convenus de se retrouver, les 5 et 6 juillet prochains, à Alexandrie, puis de nouveau à Herzliya un mois plus tard.

Le très bref communiqué officiel publié mardi indique que les deux parties ont exposé chacune leur point de vue sur le maintien de la coopération. Cette négociation, en déclarant à la presse qu'un accord pourrait être conclu, avait été présentée comme un moyen de venir en aide à la situation, en août, le premier ministre égyptien a souligné avec ironie qu'il n'aurait pas été possible de conclure un accord sans que les deux parties n'aient d'abord exprimé leur point de vue sur le maintien de la coopération. Cette négociation, en déclarant à la presse qu'un accord pourrait être conclu, avait été présentée comme un moyen de venir en aide à la situation, en août, le premier ministre égyptien a souligné avec ironie qu'il n'aurait pas été possible de conclure un accord sans que les deux parties n'aient d'abord exprimé leur point de vue sur le maintien de la coopération.

Le plaidoyer de M. Sharon

Pour savoir si les négociations pourraient réellement commencer, israéliens et égyptiens ont tenu deux réunions séparées, l'une à Jérusalem, l'autre à Alexandrie. M. Sharon, ministre israélien de l'Intérieur, a déclaré qu'il n'aurait pas été possible de conclure un accord sans que les deux parties n'aient d'abord exprimé leur point de vue sur le maintien de la coopération.

Syrie

VINGT «TERRORISTES» MUSULMANS INTERESTIGES SONT CONDAMNÉS À MORT

Vingt «terroristes» du mouvement islamiste ont été condamnés à mort en Syrie, dimanche, le 27 juin, la radio de Damas. Les peines, prononcées par la Haute Cour de justice de Damas, concernent des membres du mouvement islamiste qui ont été accusés d'avoir participé à des attentats contre des installations militaires et civiles. Les condamnés ont été exécutés par pendaison.

UN «OCTOGONE» SAOUDIEN

Washington (A.F.P.). — Une vaste cité militaire en forme d'octogone se construit dans le désert saoudien et sera le pendant local de l'arsenal de l'Organisation des États arabes du Golfe. Le projet, financé par le gouvernement saoudien, vise à renforcer la défense du pays contre les menaces extérieures.

Un caractère «provocateur»

Le porte-parole de l'opposition libanaise a déclaré que le libanais ne devrait pas se laisser entraîner à un effort qui viserait à «défendre Israël» ni à «défendre l'Occident». Il a souligné que le libanais doit rester neutre et ne pas se laisser entraîner dans des conflits qui ne le concernent pas.

Afghanistan

LES AFFRONTEMENTS entre les forces soviétiques et les combattants afghans se poursuivent. Les Soviétiques ont lancé une offensive contre les forces afghanes dans la région de Kaboul. Les combattants afghans ont résisté vaillamment et ont infligé de lourdes pertes aux troupes soviétiques.

Mauritanie

LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION DE LA MAURITANIE a déclaré que le pays ne se laisserait pas entraîner dans des conflits qui ne le concernent pas. Il a souligné que la Mauritanie doit rester neutre et se concentrer sur son développement interne.

LORS DE SA PREMIÈRE RÉUNION À TUNIS

La Ligue arabe doit élire un nouveau secrétaire général

De notre correspondant

Tunis. — Tunis est consacrée officiellement nouvelle capitale du monde arabe ce mercredi 27 juin, en fin de journée, à l'Hotel Hilton, sur la plus haute colline de la ville, qui se réunira pour la première fois le conseil des ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe. Le transfert du Caire à Tunis a été décidé au lendemain de la signature du traité de paix israélo-égyptien.

L'ordre du jour de cette session extraordinaire — qui devrait durer trois jours — est le suivant : l'élaboration d'un projet de statut de la Ligue, la nomination d'un nouveau secrétaire général, la tenue d'une session ordinaire de la Ligue, qui remplacera M. Mahmoud el-Khatib, démissionnaire (le Monde des 26 et 27 mai), et la présentation d'un rapport du Conseil des ministres.

Le conseil décide — et une majorité des deux tiers est atteinte — d'élire à la tête de la Ligue le docteur M. el-Khatib, qui a été élu secrétaire général de la Ligue.

C'est dire que, en brisant le secret de la Ligue, le conseil des ministres a permis à la Ligue de se réunir pour la première fois depuis la démission de M. el-Khatib.

Le conseil décide — et une majorité des deux tiers est atteinte — d'élire à la tête de la Ligue le docteur M. el-Khatib, qui a été élu secrétaire général de la Ligue.

C'est dire que, en brisant le secret de la Ligue, le conseil des ministres a permis à la Ligue de se réunir pour la première fois depuis la démission de M. el-Khatib.

Le conseil décide — et une majorité des deux tiers est atteinte — d'élire à la tête de la Ligue le docteur M. el-Khatib, qui a été élu secrétaire général de la Ligue.

C'est dire que, en brisant le secret de la Ligue, le conseil des ministres a permis à la Ligue de se réunir pour la première fois depuis la démission de M. el-Khatib.

Le conseil décide — et une majorité des deux tiers est atteinte — d'élire à la tête de la Ligue le docteur M. el-Khatib, qui a été élu secrétaire général de la Ligue.

C'est dire que, en brisant le secret de la Ligue, le conseil des ministres a permis à la Ligue de se réunir pour la première fois depuis la démission de M. el-Khatib.

Le conseil décide — et une majorité des deux tiers est atteinte — d'élire à la tête de la Ligue le docteur M. el-Khatib, qui a été élu secrétaire général de la Ligue.

C'est dire que, en brisant le secret de la Ligue, le conseil des ministres a permis à la Ligue de se réunir pour la première fois depuis la démission de M. el-Khatib.

Le conseil décide — et une majorité des deux tiers est atteinte — d'élire à la tête de la Ligue le docteur M. el-Khatib, qui a été élu secrétaire général de la Ligue.

C'est dire que, en brisant le secret de la Ligue, le conseil des ministres a permis à la Ligue de se réunir pour la première fois depuis la démission de M. el-Khatib.

Le conseil décide — et une majorité des deux tiers est atteinte — d'élire à la tête de la Ligue le docteur M. el-Khatib, qui a été élu secrétaire général de la Ligue.

C'est dire que, en brisant le secret de la Ligue, le conseil des ministres a permis à la Ligue de se réunir pour la première fois depuis la démission de M. el-Khatib.

Le conseil décide — et une majorité des deux tiers est atteinte — d'élire à la tête de la Ligue le docteur M. el-Khatib, qui a été élu secrétaire général de la Ligue.

C'est dire que, en brisant le secret de la Ligue, le conseil des ministres a permis à la Ligue de se réunir pour la première fois depuis la démission de M. el-Khatib.

EN ANNULA

M. Chirac sur

va occuper une centaine de bureaux répartis dans un immeuble moderne de six étages, à l'entrée nord de la capitale. Il porte aussi sur les questions financières après le blocage des fonds de la Ligue au Caire et le retard du paiement des cotisations des membres (2), sur le problème des fonctionnaires égyptiens retenus au Caire et leur rapatriement, essentiellement par des avions et enfin sur la reconstruction de la documentation de la Ligue que les Égyptiens refusaient de restituer. Le rapport fait également le point sur l'application des décisions de la conférence de Bagdad concernant la rupture des relations avec le Caire, la suspension de l'affiliation de l'Égypte aux organismes et services dépendant de la Ligue, le transfert de leur siège au Caire d'un certain nombre de bureaux, la suspension de la Ligue, le transfert de leur siège au Caire d'un certain nombre de bureaux, la suspension de la Ligue, le transfert de leur siège au Caire d'un certain nombre de bureaux.

Iran

Des tribunaux laïques vont être mis en place

Deux décisions allant dans le sens de la libéralisation ont été prises le mardi 26 juin par le Conseil révolutionnaire iranien. La première a trait à l'élargissement des tribunaux révolutionnaires à des juges laïques, la seconde consiste en la création de juridictions nouvelles pour juger les membres de la monarchie.

Le décret-loi publié par le Conseil de la révolution prévoit l'établissement de tribunaux laïques, dans chaque chef-lieu de province, qui seront soumis à l'autorité des tribunaux révolutionnaires.

Des manifestations ont eu lieu à Abadan, dans le Khuzestan, pour protester contre l'absence de la Ligue arabe à la conférence de Bagdad.

Un attentat contre le chah ? L'Organisation intégrale Fardayan a déclaré qu'elle avait tenté d'assassiner le chah à Bagdad, mais que le chah avait échappé à l'attentat.

Le conseil a adopté mardi le projet de loi relatif à la suppression des limites d'âge pour les emplois publics.

Le conseil a adopté mardi le projet de loi relatif à la suppression des limites d'âge pour les emplois publics.

Le conseil a adopté mardi le projet de loi relatif à la suppression des limites d'âge pour les emplois publics.

Le conseil a adopté mardi le projet de loi relatif à la suppression des limites d'âge pour les emplois publics.

Le conseil a adopté mardi le projet de loi relatif à la suppression des limites d'âge pour les emplois publics.

Le conseil a adopté mardi le projet de loi relatif à la suppression des limites d'âge pour les emplois publics.

Le conseil a adopté mardi le projet de loi relatif à la suppression des limites d'âge pour les emplois publics.

Le conseil a adopté mardi le projet de loi relatif à la suppression des limites d'âge pour les emplois publics.

Le conseil a adopté mardi le projet de loi relatif à la suppression des limites d'âge pour les emplois publics.

Le conseil a adopté mardi le projet de loi relatif à la suppression des limites d'âge pour les emplois publics.

Le conseil a adopté mardi le projet de loi relatif à la suppression des limites d'âge pour les emplois publics.

L'Arche

LE MENHIR DU JURASSIEN FRANÇAIS

JUIN 1979. Au sommaire :

Le Comte de Paris :

ISRAËL

LES JUIFS ET LA FRANCE

En vente :

dans les librairies, les principales librairies et à l'Arche.

14, rue Georges-Berger

75017 Paris - Tél. : 824-15-19

Le numéro : 7 F

L'abonnement : 1 an : 80 F

A travers le monde

(C.M.S.N.) a décidé le vendredi 22 juin, d'inscrire de ses rangs de l'armée de la ville, qui se réunira pour la première fois le conseil des ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe.

Le conseil a décidé le vendredi 22 juin, d'inscrire de ses rangs de l'armée de la ville, qui se réunira pour la première fois le conseil des ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe.

Le conseil a décidé le vendredi 22 juin, d'inscrire de ses rangs de l'armée de la ville, qui se réunira pour la première fois le conseil des ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe.

Le conseil a décidé le vendredi 22 juin, d'inscrire de ses rangs de l'armée de la ville, qui se réunira pour la première fois le conseil des ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe.

Le conseil a décidé le vendredi 22 juin, d'inscrire de ses rangs de l'armée de la ville, qui se réunira pour la première fois le conseil des ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe.

Le conseil a décidé le vendredi 22 juin, d'inscrire de ses rangs de l'armée de la ville, qui se réunira pour la première fois le conseil des ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe.

Le conseil a décidé le vendredi 22 juin, d'inscrire de ses rangs de l'armée de la ville, qui se réunira pour la première fois le conseil des ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe.

Le conseil a décidé le vendredi 22 juin, d'inscrire de ses rangs de l'armée de la ville, qui se réunira pour la première fois le conseil des ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe.

Le conseil a décidé le vendredi 22 juin, d'inscrire de ses rangs de l'armée de la ville, qui se réunira pour la première fois le conseil des ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe.

Le conseil a décidé le vendredi 22 juin, d'inscrire de ses rangs de l'armée de la ville, qui se réunira pour la première fois le conseil des ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe.

Le conseil a décidé le vendredi 22 juin, d'inscrire de ses rangs de l'armée de la ville, qui se réunira pour la première fois le conseil des ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe.

Le conseil a décidé le vendredi 22 juin, d'inscrire de ses rangs de l'armée de la ville, qui se réunira pour la première fois le conseil des ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe.

Le conseil a décidé le vendredi 22 juin, d'inscrire de ses rangs de l'armée de la ville, qui se réunira pour la première fois le conseil des ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe.

Le conseil a décidé le vendredi 22 juin, d'inscrire de ses rangs de l'armée de la ville, qui se réunira pour la première fois le conseil des ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe.

Le conseil a décidé le vendredi 22 juin, d'inscrire de ses rangs de l'armée de la ville, qui se réunira pour la première fois le conseil des ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe.

Le conseil a décidé le vendredi 22 juin, d'inscrire de ses rangs de l'armée de la ville, qui se réunira pour la première fois le conseil des ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe.

Le conseil a décidé le vendredi 22 juin, d'inscrire de ses rangs de l'armée de la ville, qui se réunira pour la première fois le conseil des ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe.

Le conseil a décidé le vendredi 22 juin, d'inscrire de ses rangs de l'armée de la ville, qui se réunira pour la première fois le conseil des ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe.

Le conseil a décidé le vendredi 22 juin, d'inscrire de ses rangs de l'armée de la ville, qui se réunira pour la première fois le conseil des ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe.

Le conseil a décidé le vendredi 22 juin, d'inscrire de ses rangs de l'armée de la ville, qui se réunira pour la première fois le conseil des ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe.

Le conseil a décidé le vendredi 22 juin, d'inscrire de ses rangs de l'armée de la ville, qui se réunira pour la première fois le conseil des ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe.

EN ANNULANT LES ÉLECTIONS AU CONSEIL POLITIQUE DU R.P.R.

M. Chirac espère accroître son autorité sur l'ensemble des gaullistes

Dans un communiqué diffusé mardi 26 juin, M. Jacques Chirac a fait connaître sa décision d'annuler les élections au conseil politique de son mouvement qui avaient eu lieu le 20 juin.

Par ce nouveau « coup », qui pour le mouvement gaulliste a été considéré par son chef comme une « victoire », le maître de Paris tente de redresser la situation du R.P.R. et surtout de reprendre en main le groupe parlementaire autoproclamé de l'Assemblée nationale, qui se désolidarise de lui. Il s'agit de la façon dont il dirigeait le mouvement ou le laissait diriger par d'autres.

Depuis le scrutin du 20 juin, le maître de Paris a beaucoup écrit et peu parlé. Il a entretenu les recherches des parlementaires, les conseils de beaucoup de ses amis, les procès-verbaux des comités, les inévitables de la plupart d'entre eux.

Les mesures qu'il a prises, tout d'abord, ont été purement techniques. Elles manifestent tout d'abord qu'il n'est pas le seul responsable du R.P.R. Elles s'adressent à l'ensemble du mouvement et du groupe parlementaire lui-même.

Le Sénat a adopté mardi 26 juin le projet de loi relatif à l'indemnité des élus de l'Assemblée européenne. Ce projet a été adopté par le Sénat à l'unanimité.

Un amendement voté par le Sénat, qui proposait de supprimer l'indemnité des élus de l'Assemblée européenne, a été rejeté.

Le Sénat a adopté mardi 26 juin le projet de loi relatif à l'indemnité des élus de l'Assemblée européenne. Ce projet a été adopté par le Sénat à l'unanimité.

C'est la première fois dans l'histoire du mouvement gaulliste qu'un scrutin organisé au sein d'une instance est ainsi annulé. Dès le lendemain de l'élection, des membres du conseil politique ont été convoqués.

Un désaveu implicite de M. Pasqua

Cette annulation est donc une mise en accusation directe des méthodes utilisées par une partie de son entourage. Elle constitue aussi un désaveu implicite adressé à M. Charles Pasqua, secrétaire général adjoint chargé de l'organisation.

Le P.C.F. demande que les allocations familiales soient augmentées de moitié en un an

Mme Collette Gaudin, membre du comité central du parti communiste, a présenté, mardi 26 juin, au cours d'une conférence de presse, un projet de loi.

Le P.C.F. estime nécessaire de proposer une augmentation de 50 % de la prime de naissance et de 25 % de la prime de mariage.

Le P.C.F. estime nécessaire de proposer une augmentation de 50 % de la prime de naissance et de 25 % de la prime de mariage.

Le contentieux des élections cantonales

Le Tribunal administratif d'Amiens confirme la règle du « bénéfice de l'âge »

Amiens. — Le Tribunal administratif d'Amiens a rejeté, mardi 26 juin, les recours qui avaient été présentés par le parti communiste, à l'issue des élections cantonales de mars dernier.

Le communiqué du président du R.P.R.

M. Jacques Chirac a publié mardi 26 juin le communiqué suivant :

Le P.C.F. demande que les allocations familiales soient augmentées de moitié en un an

Mme Collette Gaudin, membre du comité central du parti communiste, a présenté, mardi 26 juin, au cours d'une conférence de presse, un projet de loi.

Le P.C.F. estime nécessaire de proposer une augmentation de 50 % de la prime de naissance et de 25 % de la prime de mariage.

LES ÉLECTIONS CANTONALES

Le contentieux des élections cantonales

Le Tribunal administratif d'Amiens confirme la règle du « bénéfice de l'âge »

Amiens. — Le Tribunal administratif d'Amiens a rejeté, mardi 26 juin, les recours qui avaient été présentés par le parti communiste, à l'issue des élections cantonales de mars dernier.

Le communiqué du président du R.P.R.

M. Jacques Chirac a publié mardi 26 juin le communiqué suivant :

Le P.C.F. demande que les allocations familiales soient augmentées de moitié en un an

Mme Collette Gaudin, membre du comité central du parti communiste, a présenté, mardi 26 juin, au cours d'une conférence de presse, un projet de loi.

Le P.C.F. estime nécessaire de proposer une augmentation de 50 % de la prime de naissance et de 25 % de la prime de mariage.

Deux décisions contradictoires

Deux décisions contradictoires viennent d'intervenir : d'une part, un tribunal administratif a annulé l'élection d'un président de conseil général, car cette élection avait été proclamée au bénéfice de l'âge après un troisième tour de scrutin.

La décision du juge administratif, du tribunal de Paris, est en effet, le décret du 4 décembre 1968 (modifiant l'article 26 de la loi du 10 août 1871) dispose que le président est élu à la majorité absolue, ou à la majorité relative, si elle est de 50 %.

La décision du législateur est plus stricte en raison de son caractère impératif : l'interprétation de la loi doit être la même, quel que soit le cas.

Le représentant de M. Godard et Lefèvre avait fait valoir que la règle du « bénéfice de l'âge » avait toujours été expressément appliquée.

Le Tribunal administratif d'Amiens a rejeté, mardi 26 juin, les recours qui avaient été présentés par le parti communiste, à l'issue des élections cantonales de mars dernier.

Le communiqué du président du R.P.R.

M. Jacques Chirac a publié mardi 26 juin le communiqué suivant :

Le P.C.F. estime nécessaire de proposer une augmentation de 50 % de la prime de naissance et de 25 % de la prime de mariage.

LE MONDE

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

POLITIQUE

LE « DÉBAT D'ORIENTATION »

Le gouvernement ne prend aucun engagement

Quelles que soient les raisons qui ont empêché l'Assemblée de se prononcer par un vote sur l'abolition ou le maintien de la peine de mort, une chose est sûre, à l'issue d'un débat qui ne fut que « d'orientation », M. Peyrefitte ne peut plus ignorer aujourd'hui qu'une fraction de la majorité a rejeté l'opposition pour demander la suppression de la peine capitale. A vrai dire, c'est sans doute parce qu'il avait déjà supposé qu'une telle majorité existait, que le gouvernement s'est livré à ce qu'il faut bien appeler des atermoiements.

Quels motifs, sinon la crainte de voir le « pays légal » devenir le « pays réel », qu'il faut raisonnablement se garder de voir une « majorité d'idées » supplanter la majorité politique, peuvent expliquer cet excès de prudence, cette indécision aux yeux des abolitionnistes ? Jusqu'à quand ? ont demandé

certains. Jusqu'à un jour, devait leur répondre le ministre de la justice, où on ne sera plus obligé de pousser la mort pour défendre la dignité de toute vie, du moins, « il faut l'espérer ».

Néanmoins, dès par un débat « fort instructif », le garde des sceaux, pourtant, il y a peu, « philosophiquement contre » la peine capitale, réduit — par le refus d'un vote — le message abolitionniste à un dérisoire et au mieux d'un simple « message pour la millième fois. Comment, ainsi que le releva Mme Constant (P.C.), ne pas avoir été frappé, après avoir parcouru le compte rendu des débats qui eurent lieu en France depuis deux siècles, par l'étrange similitude des arguments avancés par les partisans de l'abolition, ses opposants, le gouvernement ?

Face à l'émotion de M. Pasquini (R.P.R.), qui relata le sen-

timent de « l'âcheté humaine » qui, dans le passé, l'assailait dans la cellule d'un condamné à mort et qui reste à jamais frappé par cette confrontation avec l'« irréparable », face à la rébellion de M. Pons (P.S.), qui s'insurge contre le droit néolibéral à la société de « venger le crime légal par le crime légal », soumise aux injonctions de M. Stasi (U.D.F.) pour qui l'abolition serait « un acte de foi dans l'homme », confronté aux orléans de M. Aurillac (R.P.R.) de voir revenir le « goût du sang » et le réveil de la « bête humaine », M. Peyrefitte se prononça pour une démarche « raisonnable et raisonnée », attendra, attendra encore qu'un vaste assentiment de la représentation nationale et du grand public s'établisse.

A quelques questions fondamentales, il ne put pas répondre : le Parlement doit-il calquer son opinion sur celle du public ?

Dans un rappel au règlement, M. PONS (P.S.) (non inscrit, la Réunion) rappelle que le temps de parole a été « étonnamment maigre ».

M. RICHARD (P.S. Val-d'Oise) indique que si son groupe participait au débat pour explorer sa position, ses membres quitteraient l'hémicycle pendant le discours du ministre de la justice. Il reproche en effet au gouvernement d'avoir refusé de débiter au niveau de la technique et de la procédure.

Pour M. PÉYREFITTE, garde des sceaux, « les Français jugent sévèrement l'attitude de dédain et de mépris qui a été adoptée par le gouvernement au sujet de ce débat ». Le garde des sceaux assure que le gouvernement ne souhaite pas que ce débat aboutisse à une « impasse » et que pour cette raison il propose « une démarche raisonnable et raisonnée ».

Selon M. Peyrefitte, le gouver-

nement ne souhaite pas que ce débat aboutisse à une « impasse » et que pour cette raison il propose « une démarche raisonnable et raisonnée ».

M. Forni (P.S.) réplique : « Vous faites du système par rapport à l'opinion publique et vous oubliez les faits eux-mêmes. Ce débat dure depuis des siècles. Il est temps d'en finir. Les seuls questions à se poser sont : « La société doit-elle s'enfermer dans le crime légal ? C'est-à-dire pas un problème de stratégie pour groupes politiques mais un problème de conscience ».

Selon M. BAUDOUIN (U.D.F.)

Mme CONSTANS (P.C.) :

supprimer la détention à perpétuité

Mme CONSTANS (P.C., Exter-

Vienna) résume l'idée selon laquelle

la société a besoin de la peine

de mort pour se protéger, et

affirme que l'abolition constitu-

rait « une rupture dans l'unité

de la société ». Elle ajoute

qu'il y a une certaine relation

indissociable entre la criminalité

et la menace dissuasive que consti-

tue la peine de mort pour cer-

tains. « A ce sujet, elle déclare :

« Ce qui, aujourd'hui encore,

on nous dit, c'est que l'abolition

de la peine de mort pour cer-

tains, c'est une rupture dans l'unité

de la société ». Elle conclut en

disant que la France ne peut pas

se permettre de faire une telle

rupture. Elle conclut en disant

que la France ne peut pas se per-

mettre de faire une telle rupture.

Elle conclut en disant que la

France ne peut pas se permettre

de faire une telle rupture. Elle

conclut en disant que la France

ne peut pas se permettre de faire

une telle rupture. Elle conclut

en disant que la France ne peut

pas se permettre de faire une

telles rupture. Elle conclut en

disant que la France ne peut pas

se permettre de faire une telle

rupture. Elle conclut en disant

que la France ne peut pas se per-

mettre de faire une telle rupture.

Elle conclut en disant que la

France ne peut pas se permettre

de faire une telle rupture. Elle

conclut en disant que la France

ne peut pas se permettre de faire

une telle rupture. Elle conclut

en disant que la France ne peut

pas se permettre de faire une

telles rupture. Elle conclut en

disant que la France ne peut pas

se permettre de faire une telle

rupture. Elle conclut en disant

que la France ne peut pas se per-

mettre de faire une telle rupture.

Elle conclut en disant que la

France ne peut pas se permettre

de faire une telle rupture. Elle

conclut en disant que la France

ne peut pas se permettre de faire

une telle rupture. Elle conclut

en disant que la France ne peut

pas se permettre de faire une

telles rupture. Elle conclut en

disant que la France ne peut pas

se permettre de faire une telle

rupture. Elle conclut en disant

que la France ne peut pas se per-

mettre de faire une telle rupture.

Elle conclut en disant que la

France ne peut pas se permettre

de faire une telle rupture. Elle

conclut en disant que la France

ne peut pas se permettre de faire

une telle rupture. Elle conclut

en disant que la France ne peut

pas se permettre de faire une

telles rupture. Elle conclut en

disant que la France ne peut pas

se permettre de faire une telle

rupture. Elle conclut en disant

que la France ne peut pas se per-

mettre de faire une telle rupture.

Elle conclut en disant que la

France ne peut pas se permettre

de faire une telle rupture. Elle

conclut en disant que la France

ne peut pas se permettre de faire

une telle rupture. Elle conclut

en disant que la France ne peut

pas se permettre de faire une

telles rupture. Elle conclut en

disant que la France ne peut pas

se permettre de faire une telle

rupture. Elle conclut en disant

que la France ne peut pas se per-

mettre de faire une telle rupture.

Elle conclut en disant que la

France ne peut pas se permettre

de faire une telle rupture. Elle

conclut en disant que la France

ne peut pas se permettre de faire

une telle rupture. Elle conclut

en disant que la France ne peut

pas se permettre de faire une

telles rupture. Elle conclut en

disant que la France ne peut pas

se permettre de faire une telle

rupture. Elle conclut en disant

que la France ne peut pas se per-

mettre de faire une telle rupture.

Elle conclut en disant que la

France ne peut pas se permettre

de faire une telle rupture. Elle

conclut en disant que la France

ne peut pas se permettre de faire

une telle rupture. Elle conclut

en disant que la France ne peut

pas se permettre de faire une

telles rupture. Elle conclut en

disant que la France ne peut pas

se permettre de faire une telle

rupture. Elle conclut en disant

que la France ne peut pas se per-

mettre de faire une telle rupture.

Elle conclut en disant que la

France ne peut pas se permettre

de faire une telle rupture. Elle

conclut en disant que la France

ne peut pas se permettre de faire

une telle rupture. Elle conclut

en disant que la France ne peut

pas se permettre de faire une

telles rupture. Elle conclut en

disant que la France ne peut pas

se permettre de faire une telle

rupture. Elle conclut en disant

que la France ne peut pas se per-

mettre de faire une telle rupture.

Elle conclut en disant que la

France ne peut pas se permettre

de faire une telle rupture. Elle

conclut en disant que la France

ne peut pas se permettre de faire

une telle rupture. Elle conclut

en disant que la France ne peut

pas se permettre de faire une

telles rupture. Elle conclut en

disant que la France ne peut pas

se permettre de faire une telle

rupture. Elle conclut en disant

que la France ne peut pas se per-

mettre de faire une telle rupture.

Elle conclut en disant que la

France ne peut pas se permettre

de faire une telle rupture. Elle

conclut en disant que la France

ne peut pas se permettre de faire

une telle rupture. Elle conclut

en disant que la France ne peut

pas se permettre de faire une

telles rupture. Elle conclut en

disant que la France ne peut pas

se permettre de faire une telle

rupture. Elle conclut en disant

que la France ne peut pas se per-

mettre de faire une telle rupture.

Elle conclut en disant que la

France ne peut pas se permettre

de faire une telle rupture. Elle

conclut en disant que la France

ne peut pas se permettre de faire

une telle rupture. Elle conclut

en disant que la France ne peut

pas se permettre de faire une

telles rupture. Elle conclut en

disant que la France ne peut pas

se permettre de faire une telle

rupture. Elle conclut en disant

que la France ne peut pas se per-

mettre de faire une telle rupture.

Elle conclut en disant que la

France ne peut pas se permettre

de faire une telle rupture. Elle

conclut en disant que la France

ne peut pas se permettre de faire

une telle rupture. Elle conclut

en disant que la France ne peut

pas se permettre de faire une

telles rupture. Elle conclut en

disant que la France ne peut pas

se permettre de faire une telle

rupture. Elle conclut en disant

que la France ne peut pas se per-

mettre de faire une telle rupture.

Elle conclut en disant que la

France ne peut pas se permettre

de faire une telle rupture. Elle

conclut en disant que la France

ne peut pas se permettre de faire

une telle rupture. Elle conclut

en disant que la France ne peut

pas se permettre de faire une

telles rupture. Elle conclut en

disant que la France ne peut pas

se permettre de faire une telle

rupture. Elle conclut en disant

que la France ne peut pas se per-

mettre de faire une telle rupture.

Elle conclut en disant que la

France ne peut pas se permettre

de faire une telle rupture. Elle

conclut en disant que la France

ne peut pas se permettre de faire

une telle rupture. Elle conclut

en disant que la France ne peut

pas se permettre de faire une

telles rupture. Elle conclut en

disant que la France ne peut pas

se permettre de faire une telle

rupture. Elle conclut en disant

que la France ne peut pas se per-

mettre de faire une telle rupture.

Elle conclut en disant que la

France ne peut pas se permettre

de faire une telle rupture. Elle

conclut en disant que la France

ne peut pas se permettre de faire

une telle rupture. Elle conclut

en disant que la France ne peut

pas se permettre de faire une

telles rupture. Elle conclut en

disant que la France ne peut pas

se permettre de faire une telle

rupture. Elle conclut en disant

que la France ne peut pas se per-

mettre de faire une telle rupture.

Elle conclut en disant que la

France ne peut pas se permettre

de faire une telle rupture. Elle

conclut en disant que la France

ne peut pas se permettre de faire

une telle rupture. Elle conclut

SELOGER?

Une boutique pour s'informer, trouver un financement, choisir un logement:

LA BOUTIQUE OCIL

Un problème logement ? Venez l'exposer - sans avoir à prendre le moindre engagement - aux hôtesse spécialistes de la Boutique OCIL.

L'OCIL est le 1^{er} organisme collecteur du 1% logement, qui représente la participation des employeurs à l'effort de construction. Son but est donc de s'adapter aux besoins en logement des salariés en offrant un vaste choix de solutions :

- des logements : 106 programmes à Paris et en Région Parisienne, en vente, en location, en maisons individuelles ou en appartements.
- des formules adaptées : la « location-vente », les Résidences pour personnes âgées, etc...

- des prêts au titre du 1% et une aide pour débrouiller votre problème de financement et trouver les crédits.

C'est d'abord pour mieux vous faire connaître tous les services spécifiques qu'il peut vous rendre que l'OCIL a ouvert sa Boutique. La Boutique OCIL est située au cœur de Paris. Son accès est facile et libre.

Vous avez un problème logement ? Nous vous attendons. Venez sans rendez-vous du lundi au samedi de 9h 30 à 18h, mardi, mercredi et jeudi de 9h 30 à 19h. Vous pouvez aussi téléphoner : 261.81.15.

LA BOUTIQUE OCIL
55, bd Malesherbes - (M° St Augustin)
75008 - Paris - Tél : 261.81.15.

mélange blond de Virginia bright,
Burley et tabacs orientaux

MS

FILTRE

KING SIZE

SPORTS

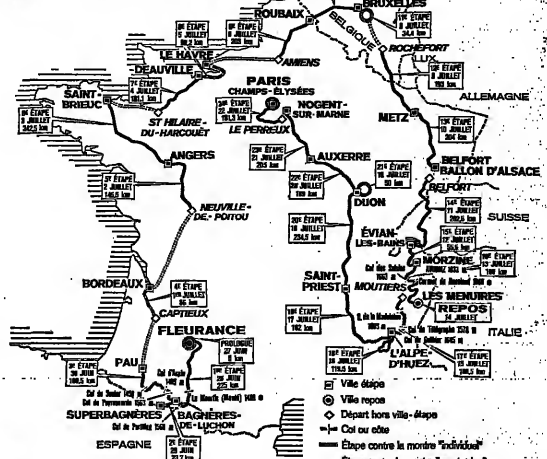
CYCLISME

Le Tour de France à la recherche de son équilibre

Après un prologue de 5 kilomètres disputé ce mercredi 27 juin, les coureurs du 66^e Tour de France prennent le départ de la première étape, jeudi 28 juin, à Fleurance (Gers). Dès ce premier jour, ils doivent franchir les Pyrénées et le lendemain s'affronter notamment dans une épreuve contre la montre sur les pentes de Superbagneres. De longues portions d'itinéraires neutralisés leur permettront ensuite d'acquiescer rapidement le Poitou et la Bretagne, mais ils participeront à deux étapes contre la montre par équipes en cinq jours, l'une de 86 kilomètres entre Capiteux et Bordeaux, l'autre de 90,900 kilomètres entre Deauville et Le Havre ; deux exercices inhabituels qui favoriseront les rouleurs d'équipe ainsi que les formations puissantes et qui auront vraisemblablement une forte influence sur le classement général.

Les obstacles les plus difficiles seront situés dans les Vosges et les Alpes, où l'on comptera cinq arrivées en altitude, au Ballon d'Alsace, à Morzine-Avoriaz, aux Maures et à l'Alpe d'Huez deux jours de suite. Alors répartis, les difficultés tendront à équilibrer les chances des rouleurs et des grimpeurs, selon la volonté des organisateurs pour l'arrivée le 22 juillet. Parmi les favoris, on cite le plus souvent Bernard Hinault (vainqueur en 1978), Zoster, Van Impe, Krieger, Michel Laurent, Polak, Nilsson, Sorez, Argentin, d'authentiques routiers par étapes, en fonction desquels on jugera le jeune Français Patrick Bonnet (vingt et un an et demi), révélé par le récent « Midi Libre ». — J. A.

66^e TOUR DE FRANCE
du 27 JUIN au 22 JUILLET 1979



« La meilleure affaire de l'année »

Le prologue du Tour de France, qui a lieu ce mercredi 27 juin, à Fleurance, est, bien sûr, l'introduction d'un nouveau chapitre de l'histoire du vélo. Mais c'est aussi — et peut-être surtout — une vaste entreprise commerciale et publicitaire, comme le rappelle opportunément la revue 50 millions de consommateurs dans son numéro de juillet.

Si les coureurs du Tour 1979 ont fait savoir le 12 juillet, arrivant à pied à Valence-d'Agen — comme il est d'usage pour les organisateurs (1) — ce n'est pas parce qu'ils ne veulent plus pédaler, mais parce qu'ils refusent de rouler au gré des intérêts financiers écoulés de ces mêmes organisateurs. Les villes-étapes — chacune verse de 120 000 à 140 000 francs de subvention — ont été multipliées entre Paris et Toulouse — dix au total — sans tenir compte du confort et des temps de récupération nécessaires aux coureurs.

Mais cela n'est qu'une des facettes d'une entreprise publicitaire d'une tout autre ampleur. La revue 50 millions de consommateurs rappelle que les annonceurs peuvent se joindre à la caravane pour des sommes variant entre 20 000 F et 40 000 F.

« Il n'est pas de la publicité d'entreprise », dit le S.N.P. pour la banque ; Perrier et Contraveille pour les boissons ; Adidas et le Coq Sportif pour les équipements ; les pneus Pirelli pour l'assistance-press ; la Bohème pour les carnets officiels ; Derna Spray pour le service médical ; Gestner pour la reproduction des résultats ; Longines pour la chronométrie ; Polychrome pour la publicité.

« Mais si les uns et les autres paient cher leur contrat, ils ont signé avec l'organisation, ils sont forcément gagnants : des spots publicitaires à la télévision leur reviendraient autrement plus cher. » En effet, les noms des « concessionnaires », placés aux endroits stratégiques de la course, « apparaissent journalièrement et comme par enchantement sur le petit écran ». « La flèche comme une odeur de publicité clandestine, note la revue. Comment se fait-il que la télévision, qui a prévu que la publicité commerciale se ferait à la télévision à des moments et à des tarifs donnés, ait pu oublier un peu plus tôt cette invasion d'une publicité parasite ? »

Bref, les coureurs sont les locomotives sportives à laquelle sont accrochés les wagons de la publicité. Ils servent de caution à un public évaqué, bon en mai au, de 12 à 14 millions de spectateurs sur le parcours, de 5 à 6 millions de télé-spectateurs assistant aux « direct », de 10 à 11 millions regardant dans onze pays l'éuro-télévision. « Dans ces conditions, conclut la revue, le Tour est la meilleure affaire de l'été pour ceux qui l'utilisent comme support publicitaire. Les coureurs, quant à eux, n'empochent qu'un petit butin : 1,30 million de francs. » — A. G.

MERCREDI

hebdomadaire chez votre marchand de journaux

Institut Géographique National.

LA PREMIÈRE ÉTAPE DE VOS VACANCES

107, rue La Boétie, Paris 8^e

Le libre-service de la carte.

Des milliers de cartes, guides, plans, pour voyages, aventures, loisirs.

Confirmer

Le Tour de France est une épreuve de grande envergure, qui a attiré l'attention de millions de spectateurs. Les coureurs sont les locomotives sportives à laquelle sont accrochés les wagons de la publicité. Ils servent de caution à un public évaqué, bon en mai au, de 12 à 14 millions de spectateurs sur le parcours, de 5 à 6 millions de télé-spectateurs assistant aux « direct », de 10 à 11 millions regardant dans onze pays l'éuro-télévision. « Dans ces conditions, conclut la revue, le Tour est la meilleure affaire de l'été pour ceux qui l'utilisent comme support publicitaire. Les coureurs, quant à eux, n'empochent qu'un petit butin : 1,30 million de francs. » — A. G.

SISTA



**de France
de son équilibre**

TENNIS
A WIMBLEDON
Confirmation de Pecci

Londres. — La preuve est faite : Victor Koci, la révélation des Internationaux de France, est bien de la graine des champions. Nullement dépayré sur herbe, aucunement impressionné par la météo, Koci a tenu son dénivelé où il jouait en fin de journée, à la première fois de sa vie, il a confirmé sa classe à l'aide d'un service toujours aussi percutant, le même sens de l'anticipation de la balle, la même maîtrise des coups contre Vilas, Connors et Borg, à Roland-Garros, sans parler de retours de service en contrepiéd entièrement inédits qu'il, la plupart du temps, lâissent sur place son adversaire.

Ce lui-ci était, certes, du douille rang, l'Américain Sherwood, qui, en sa qualité de grand patron, avait fait engager un Toulon barbu taillé dans la masse, comme surtout comme l'un des plus beaux et des plus fiables au monde. Or, en simple surhomme, il avait été, par sa définition de réflexes, à la fois souvent redoutable. Sherwood avait été, en effet, un homme pour être un homme dangereux. Un homme, répétons-le, qui avait gagné par 7-5, 6-4, 6-3, enlevant son premier tournoi de l'époque, il le voulait, pour le plus grand plaisir de la galerie, qui décomptait les points, et qui applaudissait si fiévreusement la gent féminine.

Il avait, en effet, battu les femmes, ce mardi 29 juin, favorable par le soleil revenant. Tour à tour, il avait battu, dans l'après-midi, les amassecs du journal, avant glorieux d'assez pour lui-même, et de faire des pratiquantes du jeu de tennis.

Ainsi se succédaient dans les favoris du public la tenante du jour, la championne, la reine, la mère, technique, qui à benéficé d'un avantage de 6-0, et qui avait écarté, dans le premier tour, Evert-Lloyd, en présence de son mari, John Lloyd, qui allait être, à son tour, battu par la jeune autocole Ove Bergeant — sa tante miel déclinant, et qui ne jouait plus que pour l'entraînement. Cawley a retirée, ô sensation ! une fois, et elle a été, elle, la femme, l'amazé vu céans céans, cent deux ans, Billie-Jean King, qui à

De notre envoyé spécial

quement à battre le record des 100 mètres, qu'ils ont établi conjointement avec Susanne Langer, enfin Virginia Wade, la championne britannique, qui a battu au court des Anglais, leur seule représentante du premier rang en huit jours la défaite de leur favori, le champion américain éliminé par la jeune Argentine Ivanna Madruga.

Quatre Français demeurent en lice pour le premier tour : Dominique Monaghan, Noah Portet et Moreton. Mais c'est Jean-Philippe Rostaing, seul Français à avoir remporté une médaille plus glorieuse. Le score de 6-3 par lequel Jimmy Connors conduit le quatrième set du match comble de tristesse les supporters du champion américain, rappelés-le-

penait par 0-3, 6-7, 7-5) indiquent l'intensité des échanges. Le privilège du jeu de Connors sur la balle, en dehors de son retour de service cataclypé, est de submerger son adversaire au fond du court par des trajectoires de plus en plus profondes. Or Çaouille, que la nature a doté, lui aussi, de bras immenses, tenait l'échange avec une telle maîtrise qu'il ne laissait la ligne de fond. Le plus curieux : Connors finissait par monter au filet où notre champion de France répugnait à s'aventurer, à l'inverse de ses jeunes années. N'importe, jouer la régularité sur la balle et se battre sur ce terrain-là est une manière de gagner, avec succès, contre un relâchement comme Connors. Il fallait le faire !

OLIVIER MERLIN.

RÉSUMÉ

[illegible][illegible]

RUGBY
LE « QUINZE » FRANÇAIS
BAT NORTH-AUCKLAND
(16 à 3)

En dépit du vent, de la pluie et de la boue, l'équipe de France de rugby a renoué avec la victoire en battant, par 16 à 3, les All Blacks (Nouvelle-Zélande), la sélection nationale de ce pays, à North-Auckland. Les Français ont marqué deux essais par Louis Lartès et Didier Codorniou, dont le premier a été transformé par Jean-Pierre Guichard. Les All Blacks ont subi deux pénalités; de son côté, Semenovitch a inscrit un but et une pénalité pour North-Auckland.

VOILE

LES DERNIÈRES ENCABLURES DE LA TRANSATLANTIQUE EN DOUBLE

Quelque 1 000 kilomètres, c'est la ligne droite la distance que parcourra le pilote de l'hydravion. Le capitaine Tabary-Marc Pajot pour rejoindre Lorient, terme de la course transatlantique en double, arrive le 26 mai. Au dernier point d'arrêt, le 25 mai, les deux hommes ont pu se reposer et prendre un repas à hydrolyte (plâtre marin) dans des conditions confortables sans avoir eu les deux autres trimarans qui ne survolaient immédiatement. Ils ont parcouru 100 kilomètres sur V.S.D., d'Euzenat à Rigault et Gilles Gahinet. Les deux avions ont parcouru 350 kilomètres sur T&T-Jourdain et ont été remplacés par Michel Birch et Jean-Marie Delon.

Dès lors les calculs des organisateurs, si Tabary-Pajot et Rigault-Gahinet continuent à naviguer à la moyenne vitesse de 8 nœuds, ils devraient atteindre le cap de l'Espérance à l'échelle de 17 heures. Ils arriveront au port breton jeudi 29 juin au fin d'après-midi.

[illegible]

M. Soisson souhaite donner un nouvel élan à l'animation extra-scolaire

M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, veut donner un nouvel élan à la politique d'animation du P.C.F. et cherche à diversifier celle-ci et pour cela élargir les compétences du Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire

Créé en 1964, le FONEP assure le financement partie de mille quatre cents quarante et un postes d'animateurs sur des crédits prélevés sur le budget de deux ministères : jeunesse, sports et loisir, et famille et enfance. Le FONEP a en outre cent quatre-vingt-neuf postes d'animateurs financés à 100 % par des collectivités locales.

« Soissons souhaite donner au FONGEP, qui est placé sous sa tutelle, une compétence interministérielle. Il vient d'obtenir l'affiliation à celui-ci d'une dizaine de postes d'animateurs financés par le ministère de l'Agriculture et de la Pêche, et de ceux auxquels vont s'ajouter une dizaine d'autres postes financés par le ministère de l'Agriculture.

PRESSE

■ Le Prix des journalistes humanitaires 1979, fondé par les Amis de la presse, a été attribué au premier tour à une majorité absolue à Mlle Geneviève Renouard (le Monde du 5 juin).

Publication « hors FOMPEJ » de
nos animateurs illustre l'intérêt
grandissant des conseils généraux
et municipaux pour les loisirs
de la jeunesse. C'est un bon
signe de la vie associative. Mais
cela démontre aussi le vieillisse-
ment des associations nationales
qui n'ont pas toujours su occuper
le terrain et tirer partie des
changements de préoccupation

Une première mention a été
attribuée à Maurice Le Hellec
pour sa chronique « nos jeunes
et la culture » dans *Le Petit
de Côte-d'Or* ; une seconde
mention à José Tricot pour
« Coercico » (article non publié).

● La société d'histoire de
1901 a été dirigée par
R.N.G. 55

M. Molson souhaite obtenir de la même manière l'affiliation des groupes et collectivités locales : un PONTIER. Cette affiliation favoriserait le développement politique et économique de la région, et permettrait au gouvernement d'ambition de mener à bien. Mais réaliste suppose un effort accru de l'Etat qui prendrait partiellement en charge des projets actuellement financés par les seules

M. Olivier Chevrillon, vient de prendre une participation minoritaire dans le quotidien *L'Espresso* républicain de la Besouze et de l'Espresso de Chateaux. Ce journal de participation d'adhérents a environ 35 % du capital. *L'Espresso* républicain de la Besouze et de l'Espresso, dont le P.D.G. est M. Jean Gilbert, a été fondé en octobre 1981.

PRESSE

● Le Prix des journalistes humoristes 1978, fondé par les Humoristes de la presse, a été attribué au premier tour à la majorité absolue, à Maurice Renouard (*Le Monde* du 5 juin) pour son article « Votre beau roman, mon jeune ami... » paru dans le *Monde* du 25 juin 1978. La deuxième mention a été attribuée à Maurice Le Hellec pour sa chronique « Les Zurbins » parue dans le *Petit Bézou* des Côtes-du-Nord ; une seconde mention à José Tricot pour « Copéico » (article non publié).

● La société editrice du *P.D.G.* de la Beauce, dont le P.D.G. es M. Olivier Cbevrillon, vient de prendre une participation minoritaire dans le quotidien *L'Eclaireur* républicain de la Beauce et du Perche, édité à Chartres. Cette prise de participation s'élèvera à environ 35 % du capital. *L'Eclaireur* républicain de la Beauce et du Perche, dont le P.D.G. es M. Jean Gilbert, a été fondé en octobre 1914.

affaire de l'année

L'ASSISTANCE AVIS: ELLE BAT SAINT CHRISTOPHE.

كذا من الأصل

L'AMÉNAGEMENT DU MUSÉE DU XIX^e SIÈCLE

ORSAY TERMINUS

La grasse était réunie mardi 19 juin dans les locaux provisoires et provisoirement réquisitionnés de l'établissement public du musée d'Orsay. On lui présentait le projet des lauréats — les architectes Pierre Colloc, Renaud Bardou et Jean-Paul Philippot — du concours pour l'aménagement du futur musée du XIX^e siècle dans l'ancienne gare d'Orsay (le Monde du 8 juin). Six architectes participaient à ce concours, nombre maximum de participants selon la formule de l'ingénierie (1), formule que M. Lachet, président du conseil d'administration de l'établissement public, déclarait être la plus adaptée dans le cas en question, la défendant avec une conviction et une habileté d'émancipation.

En tout cas, si l'on acceptait que l'ingénierie pût faire gagner du temps, qu'elle évitât les fastidieuses remises au point qu'avait connu Beaubourg, quelle permission de juger des projets plus élaborés qu'un plus large concours d'idées, on devrait en revanche constater qu'elle n'avait guère permis de choisir les autres projets, ceux des cinq concurrents malheureux, qui étaient présentés d'assez bonne grâce à qui voulait les voir, et l'on comprend pourquoi, n'ont pas dû mettre à rude épreuve la clairvoyance du jury : quatre d'entre eux étaient proprement inacceptables par leur agencement ou même leur vulgarité ; le cinquième, celui de M. Bolre, était sans doute honorable, mais très en deçà du programme demandé et d'une transparence telle qu'on se demandait bien où seraient accrochés les œuvres du musée. Paradoxalement, ces cinq architectes reculaient soit vers des références : les uns, architectes en chef des monuments histo-

riques (voulurent-ils se faire une douce violence en proposant de pareilles atteintes à l'architecture de Laloux ?) ; les autres, architectes en chef des bâtiments civils et palais nationaux (même remarque).

L'équipe gagnante, au contraire, était à priori la plus démunie : trois jeunes architectes indépendants, sans liens avec l'État, bien qu'il fallût leur supposer déjà une certaine assise pour qu'on leur ait demandé leur participation au concours. David contre Goliath ? L'histoire au fond est assez belle. Mais la morale qu'on peut en tirer est moins séduisante : si l'État voulait vraiment s'en tenir à l'ingénierie, la sélection des concurrents aurait dû faire intervenir moins de Goliath et plus de David ; les jurés auraient sans doute eu plus de choix.

Le grand écart

Le projet de Colloc, Philippot et Bardou n'était donc pas le meilleur. Il était le seul, et dans l'appréhension qu'on peut en avoir, aucune comparaison ne peut ainsi intervenir.

Tel qu'il est, il n'est pas mal, ce projet. Ce n'est pas une révolution architecturale, mais il y a, comme on dit, un parti ; c'est-à-dire qu'il y a quelques bonnes idées. Comme pour tout aménagement ou toute reconversion d'un bâtiment ancien, il s'agit de faire le grand écart sans perdre l'équilibre. Un grand écart entre une structure inchangeable, celle belle ossature métallique de Laloux, monumentalisée par la pensée française que les Français connaissent bien, et les impératifs d'un musée moderne.

Mais le problème était peut-être plus complexe qu'il l'apparaît, car il s'agissait non seulement de préserver une façade (dont en général la seule difficulté) ou l'aspect général d'un bâtiment, mais de préserver, dans les espaces intérieurs, en particulier l'immense volume, la « nef » que recouvre la verrière.

En ce qui concerne l'aspect qui prolonge la gare, avant le palais de la Légion d'honneur, l'affaire est à peu près simple : il ne s'agit pas de toucher aux salles

luminaires qu'il abrite (la salle des fêtes et la salle à manger vous donnent un fameux coup de nostalgie, plein de robes en dentelles et de chapeaux hauts de forme), quelques chambres seront conservées à titre de témoins, balcons et lambes compris, et la reste fera quelques salles d'exposition, des bureaux ou des locaux pour le Séminaire des ministères nationaux.

La gare proprement dite comprenait trois nefs parallèles : la grande, une nef intermédiaire qui formait un grand hall, et, servant alors d'entrée, le long de la façade sur la Seine, un vestibule de taille plus petite. Dans le projet actuel, ces deux derniers espaces sont, étroitement sacrifiés, du moins largement transformés, puisqu'ils sont coupés dans le sens de la hauteur, et que les étages ainsi créés donneront les surfaces d'exposition nécessaires. Ce parti, qui ne porte pas atteinte à la décoration des plafonds, a permis de conserver tout son volume à la grande verrière, et à conduire à l'arrière du musée sur la « côté » du bâtiment, face au musée de la Légion d'honneur, rue de Beaucourt.

On entre par la grande marquise, encluse à cette occasion

de vitraux — ce qui sera peut-être un peu lourd. Plus loin, le visiteur descendra par un grand escalier dans la grande nef, qui retrouvera à son niveau original, à la hauteur des anciens quais. La salle immense se présente alors comme une rue qui mène en pente douce vers l'autre extrémité et qui est bordée de part et d'autre par des salles d'exposition du musée. Ces deux blocs longitudinaux, percés d'entrées et découpés de vitraux, sont les seules ailettes majeures au volume de la grande verrière et sont à l'origine des éléments qui sont les arches latérales de la construction de Laloux, sont globalement respectées, les colonnes et les chapiteaux qui les portent sont définitivement intégrés par ces bâtiments à l'intérieur d'un bâtiment. Mais il semblerait que le projet définitif pourra certainement corriger ce défaut en faisant réapparaitre quelques chapiteaux.

Promesse de sens

Un autre point faible, réside dans les passerelles qui enjambent la rue pour relier les deux blocs latéraux : elles risquent à la fois de porter atteinte au caractère linéaire de la rue et de

saïser fâcheusement la nef. Il y en a trois paires (pour les deux niveaux de ces blocs) : on pourrait faire l'économie d'une ou même de deux d'entre elles, n'en a pas un au détriment de la circulation. Mais ce qui, tout compte fait, pourrait surprendre le plus, une fois les aménagements terminés, c'est le principe retenu pour clore le fond de la nef : des gradins en hémicycle au sol, genre tribune antique, et une série de grandes arches dans les hauteurs, qui sont censées limiter l'arrivée de la lumière du jour et dont le néoclassicisme ne sera peut-être pas du goût de celui de Laloux. Si l'habilité et l'ambivalence que soit la gare d'Orsay, elle présente des éléments « baroques » qui s'entendront mal de son caractère sévère. Si le projet définitif doit être, peut-on penser, retravaillé et peut-être, il reste, dans le grand chambardement des lieux culturels de Paris, la première entreprise qui promette d'avoir un sens réel : il y a des crédits pour cette belle affaire, au moins pour la réaliser. Réponse de Giovanni, contrairement à l'habitude française, le Musée du XIX^e siècle sera en grande mesure à son but atteint.

FREDERIC EDELMANN.

« L'Opéra ou la Défaite des femmes »

Héroïnes ou victimes ?

TRANSPLANTÉE, costumée, maquillée sur le plateau du théâtre lyrique, la gent masculine est une race de sang : Don José, Otello dans les notes hautes, Don Giovanni dans la grave, les endosseurs des belles œuvres s'incarnent dans le baryton d'Ingo, de Scarpia ou de Götter, toutes ces ombres figures annonçant la Mort, personnage polymorphe, que seul Mozart a eu l'audace de présenter en scène sous le costume de pierre du Commandeur. En sortant l'Opéra ou la Défaite des femmes, Catherine Clément ne pouvait rêver d'ailleurs que la grande malade assassinée du bel canto.

Mais ses propres accents ne sont pas tendres. Dieu non ! Vite barbares, phallocrates, violents, pasteurs (et paste) conjugués, homophobes révoltés : la corruption des jeunes premiers ou des traîtres du répertoire — voire des compositeurs ou des librettistes — en grand jour son grade. C'est même ce qui ne trépasse le plus dans ce livre enroulé : en contrepoids des portraits auriques des héroïnes, Desdémone, Carmen, Tosca, Médée, grande sans cesse la bronze du chant vital. A croire que Catherine Clément aussi dans ses turlutres, à l'image de Donna Anna, réalisait difficilement son charme fatal.

Il fallait une philosophie de son talent pour analyser avec tant de subtilité, dans un style ouïé ou le familiarité ne se départe jamais d'élégance, le mythe du Don Juan. Mais il fallait aussi une encre.

Je ne tenais pas l'œuvre de prêter à cette jeune femme l'habileté dans réserve à la fois moderne, rigoureuse et Don Juan pauvre type. Elle écrit bien : « Ce personnage si charmant, ce Don Giovanni, contrairement à l'habitude française, le Musée du XIX^e siècle sera en grande mesure à son but atteint. » Mais dans les pages qui suivent — il y en a deux bien tassées, étourdissantes, d'une lucidité féroce, — elle corrige quelque peu son jugement. En réalité, pour une bonne braille mesurée, Giovanni est un « coureur » avec ce que ne comporte d'avancé et de disponible : bêtise, lénisme, entêtement, la prise des séducteurs est surtout le roi de la tangente. Je crois qu'une fois indépendante comme Catherine Clément, et du fait — tant plus, c'est dit ! — pour ces hommes-là, ennemi féroce des crampes.

La victoire des femmes dans l'Opéra, c'est que, avant d'être abattues, poltronnes, étonnées, mûries au labeur, elles jouent complaisamment les victimes sans quitter la scène d'un pouce au brant comme des folles !

OLIVIER MERLIN.

* L'Opéra ou la défaite des femmes, Catherine Clément, 206, Clémence, 278 pages, 50 F.

MONIQUE TARBES
JEAN-PAUL SCHNEIDER
JEAN GILLO
dans
LES APRÈS-MIDI D'ENFANCE
à partir de 20h
A LA COUR DES MIRACLES
23 AVENUE DU MAINE
75015 PARIS - TEL. 544.45.33

STUDIO GIT-LECEUR - 7 PARNASSIENS - OLYMPIC ENTREPOT
Je suis plein de gratitude pour TOTO.
Ce bienfaiteur de l'humanité !
FELLINI
TOTO MISERE ET NOBLESSE
TOTO-SOPHIA LOREN

En v.o. : VENDÔME - STUDIO CUIAS - OLYMPIC ENTREPOT
DENNIS GERARD BRUNO LISA HOPPER BLAIN GRAYZ KREUZER
L'AMI AMERICAIN
WIM WENDERS

COLISÉES-GAUMONT - BERLITZ - QUINTETTE - CONVENTION-GAUMONT - CLICHY-PATHÉ - ATHÈNA - MULTICINÉ Champigny - FLANADES Sorcelles - FRANÇAIS Enghien - CLUB Les Mureaux - PARLY-2 - U.G.C. Pessy - U.G.C. Conflans

Venez "RIRE" avec les Ritals de Paris !
un film de SERGIO CORBICI
les MECS

BALZAC ELYSÉES - OMNIA Grands Boulevards - U.G.C. ODÉON
MAGIC CONVENTION - U.G.C. CAMÉO - C 2 L Versailles - ARTEL
Cévil - ARTEL Pour Manger - ARTEL Bussy - ALPHA Argenteuil
Les 4 PERAY Sainte-Genève - BUXY Bouzy
Paul Chaudron présente
GÉRARD MIOU PATRICK DEPARDIEU MIOU DEWAERE
LES VALSEUSES
un film de BERTRAND BLIER

7 PARNASSIENS
LES SORCIÈRES
un film de
Visconti - Bolognini
Pasolini - Rossi - De Sica

TH. MONTPARNASSE
TERZIEFF
PHILANTHROPE
du lundi au samedi 21 h.

DEUX SOIRÉES « CINÉMA ET MUSIQUE CONTEMPORAINE »
MARDI 3 JUILLET à 20 h 30 :
ACCE
• SCHAEFFER • VARESE • LACHATRE •
• CLAIR • EGELING • BOROWCZYK •
MERCREDI 4 JUILLET à 20 h 30 :
CENTRE CULTUREL SUÉDOIS
• HENRY • SCHAEFFER • GRIPPE •
• FARMIGIANI • FERREIRA •
films de : LIGER • KAGEL
images de : DREYFUS • SVENSSON
Location : sur place ou demi-heure avant les séances.
11, rue Feytaud, Paris (3^e)
Pro de place : 5 F.

LE MONDE
VENISE, reine
livre illustré
DE HENRI...
DANS...
LA GRANDE...
operation Dragon

LE MONDE

[illegible]

DINERS AVANT LE SPECTACLE

PIERO ORAZIO. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (vo-
lants). Jusqu'au 2 septembre.

RIVE DROITE[illegible]

DINERS - SPECTACLES

**MINIATURES ARMÉNIENNES OU
TENADARAN.** — Bibliothèque
ruey, 1, rue du Pigulier. Sauf dim.
lundi, de 13 h. 30 à 20 h. Entrée
gratuite. Jusqu'au 12 juillet.

CONGRES 2 h. MAR. 574-17-24
1, av. Grande-Armée. Poissons
BANC D'HUITRES toute l'année

7. Jusqu'au 29 juillet.
LA DECOUVERTE DE LA
ARRÉE. Trésors du département des
tes et des plans. — Bibliothèque
tionale (voir ci-dessus). Entrée :
7. Jusqu'au 13 juillet.
LE CALOTYPE. A l'origine de la
tographie. — Bibliothèque natio-

LE GRAND CAFÉ
 ANC D'HUITRES REPRIGERE
 BOISSONS - GRILLADES

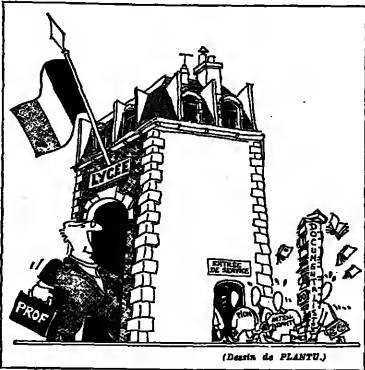
E VERIN AU QUÉBEC (1884-1910).
Musée national des arts et traditions
populaires, 8, route du
héma-Gaodhi, bois de Boulogne
7-69-801. Sauf mardi, de 10 h à
h. 15. Entrée : 6 P; dim. : 4 P.
squ'au 3 septembre.
POULBOT. — Musée de Montmar-

Danse _____

[illegible]

Saint-Saëns, Franz
 21 h. 15 : Ensemble vocal
 Schubert, Franz, R.
 HOTEL DE BEAUVAIS
 R. Laffeur et J. P.
 Comptes : 24 h. sur
 PLACE DU MARCE
 CATHERINE, 19 h.
 Théâtre de marionnettes
 vari : Le dit du tot
 les Marionnettes : le
 lands : Gili Scalas
 Groupe Sybil : Mac
 Fabois

CES ÉDUCATEURS QUI N'ENSEIGNENT PAS



(Dessin de PLANTU.)

Le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-C.F.D.T.) a déposé dernièrement un projet de décret prévoyant que les enseignants du second degré pourrissent « se voir confier des fonctions de documentation ou d'information ». Ce projet modifie un décret de 1970 et précise que les enseignants : les professeurs d'enseignement général, les professeurs d'enseignement technique, les professeurs d'enseignement agricole, les professeurs de collège d'enseignement technique, seront tenus de fournir sans rémunération supplémentaire un maximum de services hebdomadaires de trente-six heures.

Les syndicats enseignants, le SGEN et le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES), ont réagi immédiatement et demandent l'abandon pur et simple de ce projet.

Un ministre de l'éducation, on déclare que cette mesure, qui ne s'appliquerait qu'à des volontaires, devrait permettre à des enseignants et à des agrégés de devenir bibliothécaires-documentalistes, ce qui leur était impossible auparavant.

Mais dans ce cas, et le nombre de « volontaires » est important, que deviennent les adjoints d'enseignement

actuellement titulaires d'un poste de documentaliste ? On peut croire, explique un responsable du SGEN, que la fonction de documentaliste ne se résume à un rôle de surveillance, comme cela se fait déjà pour certains adjoints d'enseignement et que nous soyons remplacés par des titulaires mis à la disposition des recteurs.

On peut, en effet, se demander si, dans les mesures proposées récemment par le ministère, il n'y a pas une volonté de « redistribuer les postes ». On aboutirait ainsi à l'élimination de surveillants en utilisant les nombreux nouveaux certifiés et agrégés, qui, faute de postes d'enseignement, sont mis à la disposition des recteurs.

Il nous a donc semblé important de ramener des documentalistes et des surveillants, ces enseignants qui n'enseignent pas, et d'examiner les problèmes et les difficultés de ces professeurs.

Nous avons aussi voulu faire le point sur une autre catégorie de fonctionnaires indispensables à la bonne marche des lycées et des collèges : le personnel d'entretien.

Trois professions, souvent méconnues des élèves et des parents et aussi, malheureusement, parfois des enseignants, qui participent à la vie des établissements du second degré.

LES DOCUMENTALISTES

Tâches matérielles ou rôle pédagogique ?

« Le centre de documentation et d'information est ouvert à tous pour lire ou travailler sur des documents à toutes les heures, dans la mesure des places disponibles ». L'affiche occupe toute la largeur de la porte du centre de documentation et d'information (C.D.I.). En dessous, un croquis du temps indique les heures auxquelles les élèves peuvent emprunter ou rendre des livres de bibliothèque.

Les cinq cents élèves du collège de Buchy (Seine-Maritime) sont des privilégiés. Ils ont la chance de bénéficier dans leur établissement d'un C.D.I. qui existe dans 43 % des collèges. Deuxième avantage : un nombre de leurs jeunes camarades d'autres établissements secondaires, une bibliothèque-documentaliste titulaire anime et fait vivre le C.D.I., ce qui n'est pas le cas dans tous les établissements. Finalement, près du quart des C.D.I. existants ne possèdent pas de personnel compétent pour assurer leur fonctionnement.

A Buchy, la construction du collège est assez récente. Et comme cet établissement, prévu pour six cents élèves, en accueille une centaine de moins, il a été possible de consacrer des locaux sans grande perte pour le C.D.I. Au collège de Buchy, chaque semaine, des élèves de sixième viennent une fois tous les quinze jours, pendant une heure, avec son professeur de français. Les élèves

empruntent un livre à la bibliothèque et doivent faire une petite fiche de lecture ou remplir un questionnaire. « Un des buts de la bibliothèque est de faire découvrir aux élèves les richesses de la culture », explique une jeune enseignante de lettres.

Pendant ce temps, la documentaliste tamponne les fiches et classe dans le livre, une date au classeur, la troisième au nom de l'élève. Lorsque les enfants rapportent des livres, elle répète ces opérations, en vérifiant l'état de l'ouvrage. « Il devient difficile d'acquiescer de grand plaisir quand les élèves ne prennent pas le temps de se débarrasser de leur livre ».

Quatre jours par semaine, la documentaliste reçoit et aide les élèves, enseignants et élèves, à la recherche de documents sur les bibliothèques. Mais elle doit également s'occuper des commandes, dépouiller les revues, compiler les dossiers documentaires, distribuer les appareils audio-visuels et les diapositives ou les cassettes. « Je suis souvent obligée de fermer le C.D.I. pour me livrer à des tâches matérielles », explique une jeune documentaliste, Mme Roussel. Lorsque je fais l'inventaire de fin d'année scolaire ou quand j'organise un voyage de classe à l'étranger, je ne peux pas accepter d'être dans cette salle ».

Le 17 février 1977, qui tenait aussi sur son activité d'enseignement, a été son jour de rôle pédagogique proprement dit. Ce jour-là, elle a reçu au C.D.I. un groupe de professeurs de la région parisienne, pour la préparation d'un cours fondé sur des documents ou pour encourager les élèves à la recherche et de travail sur documents.

« Ces tâches pédagogiques sont passionnantes », déclare un groupe de documentalistes-bibliothécaires de la région parisienne, mais comment positionner les enseignants en plus du travail matériel. Il ne s'agit pas de dévaloriser les tâches matérielles qui ont toutes une finalité pédagogique. Un fichier complet, un livre mal classé, un appareil en mauvais état de marche, ne peuvent être utilisés sans profit ».

Depuis plusieurs années, les syndicats enseignants SNES et SGEN-C.F.D.T. tentent d'obtenir du ministère de l'éducation des créations d'emploi, des moyens financiers et matériels et une diminution des horaires (détail-

lement trente heures de présence au C.D.I. et six heures consacrées aux contacts extérieurs). En septembre, M. Fauriol, alors ministre de l'éducation, souhaitait, en 1974, que soit mis en place un C.D.I. dans chaque établissement secondaire. « Aujourd'hui, nous n'en sommes pas encore là, nous ne sommes pas responsables du SGEN et le ministre national d'aujourd'hui nous nous sommes organisés le 12 ou 17 mars dernier ainsi comme première revendication : un C.D.I. dans les lycées, collèges et les lycées d'enseignement professionnel ».

An ministre de l'éducation, on rappelle que M. Benalla ne manque pas de souligner son intérêt pour les C.D.I. qu'il a découverts véritablement lors de ses visites dans des lycées de province. Mais, précise M. Destu, directeur adjoint du cabinet du ministre, « dans une période d'économie, nous ne pouvons offrir que les moyens nous en avons ».

SERGE BOLLICH.

LES CENTRES DE DOCUMENTATION ET D'INFORMATION

Aménagé selon les normes officielles un centre de documentation et d'information (C.D.I.) se présente sous la forme d'un complexe où, sous la direction d'un documentaliste, sont regroupés des locaux de lecture, de documentation, salles polyvalentes permettant les travaux de groupes et comportant aussi des cabines de projection et d'audiovisuel.

Mais, comme le souligne le SGEN-C.F.D.T., beaucoup de C.D.I. se réduisent à un local, souvent petit, une bibliothèque de livres, où il faut ranger les livres, souvent, à l'extérieur, dans des armoires, des bibliothèques, des rayonnages, des étagères et recevoir quelques professeurs ».

De statistiques de l'inspection générale tirées sur les 1117 établissements du second degré, on apprend que, sur presque 50 % possédant un C.D.I., la répartition par type d'établissement scolaire est la suivante : 43 % dans les lycées, 43 % dans les lycées d'enseignement professionnel (L.E.P.), 10 % dans les lycées d'enseignement technique (L.E.T.), 10 % dans les lycées d'enseignement agricole (L.E.A.).

Mais sur ces 513 C.D.I., seulement 210 ont un personnel pour leur fonctionnement de documentalistes-bibliothécaires. Ils assurent, pour les titulaires, à la catégorie des adjoints d'enseignement ».

L'ENSEIGNEMENT D'UNE CERTAINE DIFFÉRENCE
à
L'ÉCOLE DES SECRÉTAIRES DE DIRECTION
15, rue Soufflot - cedex 05 - tél. 325.44.40

VOUS ÊTES HOLLANDAIS, BELGE ?
Une nouvelle Ecole bilingue
primaire et secondaire
pour vos enfants
tél. 903.70.03
ÉCOLE INTERNATIONALE EUROPÉENNE DE PARIS
Château des Bergères 91210 DRAVEIL (Essonne)

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINÉMA FRANÇAIS
pour devenir
assistant-réalisateur
script-girl
monteur-monteuse
Cours directs (1^{re} et 2^e années)
Cours par correspondance 2^e année théorique seulement
CLCF
16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. 874.65.54
Documentation N sur demande

Pen de crédits

Pour Mlle Marchive, la directrice de collège, il faut sélectionner d'offrir aux élèves un choix d'ouvrages imp. tant Buchy, petites communes de la région parisienne du pays de Caux et du pays de Bray, ne possède pas de bibliothèque municipale. Les dotations ne sont pas très importantes pour les collèges et, actuellement, le C.D.I. ne compte que mille dix cents ouvrages. Les crédits annuels ne permettent d'acquiescer que quelques dizaines de livres. Un choix que la documentaliste effectue en fonction du bulletin édité par le SGEN et les livres, en s'efforçant « de varier les genres, d'élargir des nouveautés et de faire connaître la science-fiction et la bande dessinée ».

Le prix des abonnements étant très élevé, le collège ne peut recevoir que peu de revues ou de journaux mensuels destinés aux enseignants et d'ouvrages documentaires pour les élèves. La encore, la documentaliste doit rencontrer les professeurs pour conseiller leurs souhaits, leur proposer des nouveaux ouvrages ou étudier avec eux la possibilité de commander des séries de diapositives.

Les documentalistes, en règle générale, entretiennent une étroite relation avec les enseignants. La lecture attentive du Bulletin officiel de l'éducation nationale leur permet de signaler aux professeurs concernés les changements de programmes ou les dates des divers examens. La réception de spécimens, qui servent aux choix de nouveaux manuels, ou la note sur un article dans une revue traitant d'un thème d'actualité ou d'économie, leur fournissent de multiples occasions de rencontrer leurs collègues en salle des professeurs.

Mais les tâches du documentaliste sont définies par une cir-

UNE CARRIÈRE
avec ou sans titre
(niveau terminal)
■ PUBLICITÉ
■ TOURISME (C.R.T. - A.J.)
■ RELATIONS PUBLIQUES
■ DISTRIBUTION-GESTION-COMMERCE
2 ans - statut étudiant

Préparation aux Brevets de Techniciens Supérieurs (diplôme d'Etat) :
■ B.T.S. Publicité
■ B.T.S. Tourisme (2 options)
■ B.T.S. Distribution-gestion - commerce
■ Relations publiques
ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE SUPÉRIEUR
EPTEP 15, rue de la République 75009 Paris
Tél. : 770.61.60
Mlle : Michèle-Droct

INSTITUT LIBRE D'ÉTUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES
175, boulevard Saint-Germain - 75006 Paris
Administration : 12, rue des Saints-Pères - 75007 Paris
Tél. : 295.51.45
Établissements d'enseignement supérieur, l'Institut donne une formation complète (tourisme, relations publiques, publicité) et aux jeunes entre-dit de se préparer aux
CARRIÈRES INTERNATIONALES
L'enseignement se donne par des documents d'actualité. Le Diplôme est admis en déduction de la carrière par le l'Institut de l'enseignement de l'Université de la Sorbonne (ministère de l'Éducation nationale) et de la Sorbonne (ministère de l'Éducation nationale).
Recrutement sur titre Baccalauréat après 18 ans d'étude.
Baccalauréat correct du baccalauréat de 10 à 12, 12 et de 12 à 12.

BOURNE EST DE SECRÉTARIAT MODERNE SUPÉRIEURE DE TOURISME
4, Place Saint-Germain-des-Prés - 75006 PARIS
Tél. : 548.43.31 / 222.86.29
PRÉPARATION AU BACCALAURÉAT D'ÉCONOMIQUE
• Secrétariat médical BAC F2 • Secrétariat commercial BAC A1
• Gestion et Techniques commerciales BAC F3
• B.T.S. Tourisme • B.T.S. Distribution et Gestion
• B.T.S. Secrétariat de Direction et Trilingue
EST / ESM 4, place St-Germain-des-Prés 75006 PARIS
demandes de documentation aux enseignants
NOM
Adresse
N° 7/4

Ecole Pigier
la bonne voie pour réussir
Formation aux métiers du Secrétariat, de la Comptabilité, de la Gestion et de la Vente. CAP, BEP, BAC B, G1, G2, G3, B.T.S.
Demandez un entretien d'orientation à
Pigier-Info
Institution d'enseignement privé
53 rue de Rivoli 75001 Paris
235.44.68

OFFRES D'EMPLOI	la ligne	la ligne 1/2
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	25,95
IMMOBILIER	35,00	41,00
AUTOMOBILES	35,00	41,00
AGENDA	35,00	41,00
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	110,72

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES CLASSEES	la ligne	la ligne 1/2
OFFRES D'EMPLOI	80,00	35,95
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	8,95
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05



emplois régionaux

emplois régionaux

ENTREPRISE FABRICATIONS GRANDES SERIES 350 personnes - 150 kms de Paris, recherche

ADJOINT au CHEF du PERSONNEL USINE

Le poste conviendrait à un homme :
- de 25 ans minimum
- de formation Universitaire, SUP de Co ou équivalent
- ayant 2 ans d'expérience dans l'industrie métallurgique, comprenant les négociations syndicales, situations conflictuelles, problèmes de classification, motivation, formation, etc...
Ce poste comporte le statut CADRE et des possibilités d'évolution pour un homme performant.

Envoyer C.V. détaillé avec photo (retournée) et prétentions sous no 17303 à CONTEXTE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

SOCIETE COMMERCIALE leader national en ameublement recherche

LE DIRECTEUR de sa branche discount

Il sera responsable chargé du suivi de la gamme, éventuellement de sa recherche et des études sur le produit, de la définition et du respect des objectifs du C.A. et de marge.

Il devra en outre assurer la mise en place et le démarrage des implantations nouvelles tant au niveau commercial que technique.

La candidate retenue possèdera une formation supérieure, une expérience discount ameublement ou de surface alimentaire à rayons multiples.

Cette fonction nécessitera de fréquents déplacements et le salaire de début sera supérieur à 100.000 F.

Lieu de travail : MULHOUSE.
Ecrire avec C.V. détaillé, photo et No 17052, CONTEXTE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES
Région Méditerranéenne
Métiers

JEUNE INGÉNIEUR

TECHNICO-COMMERCIAL

3 ans d'expérience souhaités dans le domaine des travaux commerciaux et de l'ingénierie.

Poste à responsabilité.
Importants intérêts en développement.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions, N° 17320, CONTEXTE Publicité 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

IP INSTITUT DE PREPARATION A LA GESTION DES ENTREPRISES

MET EN PLACE SA 9ème PROMOTION
Stage conventionné, 1000 heures, Coût 2400 F.

S'ADRESSE A DES CANDIDATS AYANT :

- un statut d'employé, technicien, cadre moyen, homme et femme, qui désirent accéder à des postes proches de la direction en PME ou en entreprise à l'échelle d'une affaire.
- une expérience professionnelle de 2 ans minimum.
- un niveau de formation générale bac ou supérieur.
- une condition physique satisfaisante pour les fonctions.

LA SÉLECTION IPGE, DU TYPE RECRUTEMENT DE COLLABORATEUR, VOUS DEMANDE :

- une attitude personnelle avec profit pour soi et pour le groupe, l'adaptation à l'entreprise.
- la capacité de gestion, notamment à un poste professionnel évolutif.

INFORMEZ-VOUS PAR TELEPHONE, DU 10 AU 15 JUIN 1979.

UN DOSSIER DE CANDIDATURE EXPLICITE CHAMBER DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE 87 - 89 - 91 - 92 - 93 - 94 - 95 - 96 - 97 - 98 - 99 - 100 - 101 - 102 - 103 - 104 - 105 - 106 - 107 - 108 - 109 - 110 - 111 - 112 - 113 - 114 - 115 - 116 - 117 - 118 - 119 - 120 - 121 - 122 - 123 - 124 - 125 - 126 - 127 - 128 - 129 - 130 - 131 - 132 - 133 - 134 - 135 - 136 - 137 - 138 - 139 - 140 - 141 - 142 - 143 - 144 - 145 - 146 - 147 - 148 - 149 - 150 - 151 - 152 - 153 - 154 - 155 - 156 - 157 - 158 - 159 - 160 - 161 - 162 - 163 - 164 - 165 - 166 - 167 - 168 - 169 - 170 - 171 - 172 - 173 - 174 - 175 - 176 - 177 - 178 - 179 - 180 - 181 - 182 - 183 - 184 - 185 - 186 - 187 - 188 - 189 - 190 - 191 - 192 - 193 - 194 - 195 - 196 - 197 - 198 - 199 - 200 - 201 - 202 - 203 - 204 - 205 - 206 - 207 - 208 - 209 - 210 - 211 - 212 - 213 - 214 - 215 - 216 - 217 - 218 - 219 - 220 - 221 - 222 - 223 - 224 - 225 - 226 - 227 - 228 - 229 - 230 - 231 - 232 - 233 - 234 - 235 - 236 - 237 - 238 - 239 - 240 - 241 - 242 - 243 - 244 - 245 - 246 - 247 - 248 - 249 - 250 - 251 - 252 - 253 - 254 - 255 - 256 - 257 - 258 - 259 - 260 - 261 - 262 - 263 - 264 - 265 - 266 - 267 - 268 - 269 - 270 - 271 - 272 - 273 - 274 - 275 - 276 - 277 - 278 - 279 - 280 - 281 - 282 - 283 - 284 - 285 - 286 - 287 - 288 - 289 - 290 - 291 - 292 - 293 - 294 - 295 - 296 - 297 - 298 - 299 - 300 - 301 - 302 - 303 - 304 - 305 - 306 - 307 - 308 - 309 - 310 - 311 - 312 - 313 - 314 - 315 - 316 - 317 - 318 - 319 - 320 - 321 - 322 - 323 - 324 - 325 - 326 - 327 - 328 - 329 - 330 - 331 - 332 - 333 - 334 - 335 - 336 - 337 - 338 - 339 - 340 - 341 - 342 - 343 - 344 - 345 - 346 - 347 - 348 - 349 - 350 - 351 - 352 - 353 - 354 - 355 - 356 - 357 - 358 - 359 - 360 - 361 - 362 - 363 - 364 - 365 - 366 - 367 - 368 - 369 - 370 - 371 - 372 - 373 - 374 - 375 - 376 - 377 - 378 - 379 - 380 - 381 - 382 - 383 - 384 - 385 - 386 - 387 - 388 - 389 - 390 - 391 - 392 - 393 - 394 - 395 - 396 - 397 - 398 - 399 - 400 - 401 - 402 - 403 - 404 - 405 - 406 - 407 - 408 - 409 - 410 - 411 - 412 - 413 - 414 - 415 - 416 - 417 - 418 - 419 - 420 - 421 - 422 - 423 - 424 - 425 - 426 - 427 - 428 - 429 - 430 - 431 - 432 - 433 - 434 - 435 - 436 - 437 - 438 - 439 - 440 - 441 - 442 - 443 - 444 - 445 - 446 - 447 - 448 - 449 - 450 - 451 - 452 - 453 - 454 - 455 - 456 - 457 - 458 - 459 - 460 - 461 - 462 - 463 - 464 - 465 - 466 - 467 - 468 - 469 - 470 - 471 - 472 - 473 - 474 - 475 - 476 - 477 - 478 - 479 - 480 - 481 - 482 - 483 - 484 - 485 - 486 - 487 - 488 - 489 - 490 - 491 - 492 - 493 - 494 - 495 - 496 - 497 - 498 - 499 - 500 - 501 - 502 - 503 - 504 - 505 - 506 - 507 - 508 - 509 - 510 - 511 - 512 - 513 - 514 - 515 - 516 - 517 - 518 - 519 - 520 - 521 - 522 - 523 - 524 - 525 - 526 - 527 - 528 - 529 - 530 - 531 - 532 - 533 - 534 - 535 - 536 - 537 - 538 - 539 - 540 - 541 - 542 - 543 - 544 - 545 - 546 - 547 - 548 - 549 - 550 - 551 - 552 - 553 - 554 - 555 - 556 - 557 - 558 - 559 - 560 - 561 - 562 - 563 - 564 - 565 - 566 - 567 - 568 - 569 - 570 - 571 - 572 - 573 - 574 - 575 - 576 - 577 - 578 - 579 - 580 - 581 - 582 - 583 - 584 - 585 - 586 - 587 - 588 - 589 - 590 - 591 - 592 - 593 - 594 - 595 - 596 - 597 - 598 - 599 - 600 - 601 - 602 - 603 - 604 - 605 - 606 - 607 - 608 - 609 - 610 - 611 - 612 - 613 - 614 - 615 - 616 - 617 - 618 - 619 - 620 - 621 - 622 - 623 - 624 - 625 - 626 - 627 - 628 - 629 - 630 - 631 - 632 - 633 - 634 - 635 - 636 - 637 - 638 - 639 - 640 - 641 - 642 - 643 - 644 - 645 - 646 - 647 - 648 - 649 - 650 - 651 - 652 - 653 - 654 - 655 - 656 - 657 - 658 - 659 - 660 - 661 - 662 - 663 - 664 - 665 - 666 - 667 - 668 - 669 - 670 - 671 - 672 - 673 - 674 - 675 - 676 - 677 - 678 - 679 - 680 - 681 - 682 - 683 - 684 - 685 - 686 - 687 - 688 - 689 - 690 - 691 - 692 - 693 - 694 - 695 - 696 - 697 - 698 - 699 - 700 - 701 - 702 - 703 - 704 - 705 - 706 - 707 - 708 - 709 - 710 - 711 - 712 - 713 - 714 - 715 - 716 - 717 - 718 - 719 - 720 - 721 - 722 - 723 - 724 - 725 - 726 - 727 - 728 - 729 - 730 - 731 - 732 - 733 - 734 - 735 - 736 - 737 - 738 - 739 - 740 - 741 - 742 - 743 - 744 - 745 - 746 - 747 - 748 - 749 - 750 - 751 - 752 - 753 - 754 - 755 - 756 - 757 - 758 - 759 - 760 - 761 - 762 - 763 - 764 - 765 - 766 - 767 - 768 - 769 - 770 - 771 - 772 - 773 - 774 - 775 - 776 - 777 - 778 - 779 - 780 - 781 - 782 - 783 - 784 - 785 - 786 - 787 - 788 - 789 - 790 - 791 - 792 - 793 - 794 - 795 - 796 - 797 - 798 - 799 - 800 - 801 - 802 - 803 - 804 - 805 - 806 - 807 - 808 - 809 - 810 - 811 - 812 - 813 - 814 - 815 - 816 - 817 - 818 - 819 - 820 - 821 - 822 - 823 - 824 - 825 - 826 - 827 - 828 - 829 - 830 - 831 - 832 - 833 - 834 - 835 - 836 - 837 - 838 - 839 - 840 - 841 - 842 - 843 - 844 - 845 - 846 - 847 - 848 - 849 - 850 - 851 - 852 - 853 - 854 - 855 - 856 - 857 - 858 - 859 - 860 - 861 - 862 - 863 - 864 - 865 - 866 - 867 - 868 - 869 - 870 - 871 - 872 - 873 - 874 - 875 - 876 - 877 - 878 - 879 - 880 - 881 - 882 - 883 - 884 - 885 - 886 - 887 - 888 - 889 - 890 - 891 - 892 - 893 - 894 - 895 - 896 - 897 - 898 - 899 - 900 - 901 - 902 - 903 - 904 - 905 - 906 - 907 - 908 - 909 - 910 - 911 - 912 - 913 - 914 - 915 - 916 - 917 - 918 - 919 - 920 - 921 - 922 - 923 - 924 - 925 - 926 - 927 - 928 - 929 - 930 - 931 - 932 - 933 - 934 - 935 - 936 - 937 - 938 - 939 - 940 - 941 - 942 - 943 - 944 - 945 - 946 - 947 - 948 - 949 - 950 - 951 - 952 - 953 - 954 - 955 - 956 - 957 - 958 - 959 - 960 - 961 - 962 - 963 - 964 - 965 - 966 - 967 - 968 - 969 - 970 - 971 - 972 - 973 - 974 - 975 - 976 - 977 - 978 - 979 - 980 - 981 - 982 - 983 - 984 - 985 - 986 - 987 - 988 - 989 - 990 - 991 - 992 - 993 - 994 - 995 - 996 - 997 - 998 - 999 - 1000 - 1001 - 1002 - 1003 - 1004 - 1005 - 1006 - 1007 - 1008 - 1009 - 1010 - 1011 - 1012 - 1013 - 1014 - 1015 - 1016 - 1017 - 1018 - 1019 - 1020 - 1021 - 1022 - 1023 - 1024 - 1025 - 1026 - 1027 - 1028 - 1029 - 1030 - 1031 - 1032 - 1033 - 1034 - 1035 - 1036 - 1037 - 1038 - 1039 - 1040 - 1041 - 1042 - 1043 - 1044 - 1045 - 1046 - 1047 - 1048 - 1049 - 1050 - 1051 - 1052 - 1053 - 1054 - 1055 - 1056 - 1057 - 1058 - 1059 - 1060 - 1061 - 1062 - 1063 - 1064 - 1065 - 1066 - 1067 - 1068 - 1069 - 1070 - 1071 - 1072 - 1073 - 1074 - 1075 - 1076 - 1077 - 1078 - 1079 - 1080 - 1081 - 1082 - 1083 - 1084 - 1085 - 1086 - 1087 - 1088 - 1089 - 1090 - 1091 - 1092 - 1093 - 1094 - 1095 - 1096 - 1097 - 1098 - 1099 - 1100 - 1101 - 1102 - 1103 - 1104 - 1105 - 1106 - 1107 - 1108 - 1109 - 1110 - 1111 - 1112 - 1113 - 1114 - 1115 - 1116 - 1117 - 1118 - 1119 - 1120 - 1121 - 1122 - 1123 - 1124 - 1125 - 1126 - 1127 - 1128 - 1129 - 1130 - 1131 - 1132 - 1133 - 1134 - 1135 - 1136 - 1137 - 1138 - 1139 - 1140 - 1141 - 1142 - 1143 - 1144 - 1145 - 1146 - 1147 - 1148 - 1149 - 1150 - 1151 - 1152 - 1153 - 1154 - 1155 - 1156 - 1157 - 1158 - 1159 - 1160 - 1161 - 1162 - 1163 - 1164 - 1165 - 1166 - 1167 - 1168 - 1169 - 1170 - 1171 - 1172 - 1173 - 1174 - 1175 - 1176 - 1177 - 1178 - 1179 - 1180 - 1181 - 1182 - 1183 - 1184 - 1185 - 1186 - 1187 - 1188 - 1189 - 1190 - 1191 - 1192 - 1193 - 1194 - 1195 - 1196 - 1197 - 1198 - 1199 - 1200 - 1201 - 1202 - 1203 - 1204 - 1205 - 1206 - 1207 - 1208 - 1209 - 1210 - 1211 - 1212 - 1213 - 1214 - 1215 - 1216 - 1217 - 1218 - 1219 - 1220 - 1221 - 1222 - 1223 - 1224 - 1225 - 1226 - 1227 - 1228 - 1229 - 1230 - 1231 - 1232 - 1233 - 1234 - 1235 - 1236 - 1237 - 1238 - 1239 - 1240 - 1241 - 1242 - 1243 - 1244 - 1245 - 1246 - 1247 - 1248 - 1249 - 1250 - 1251 - 1252 - 1253 - 1254 - 1255 - 1256 - 1257 - 1258 - 1259 - 1260 - 1261 - 1262 - 1263 - 1264 - 1265 - 1266 - 1267 - 1268 - 1269 - 1270 - 1271 - 1272 - 1273 - 1274 - 1275 - 1276 - 1277 - 1278 - 1279 - 1280 - 1281 - 1282 - 1283 - 1284 - 1285 - 1286 - 1287 - 1288 - 1289 - 1290 - 1291 - 1292 - 1293 - 1294 - 1295 - 1296 - 1297 - 1298 - 1299 - 1300 - 1301 - 1302 - 1303 - 1304 - 1305 - 1306 - 1307 - 1308 - 1309 - 1310 - 1311 - 1312 - 1313 - 1314 - 1315 - 1316 - 1317 - 1318 - 1319 - 1320 - 1321 - 1322 - 1323 - 1324 - 1325 - 1326 - 1327 - 1328 - 1329 - 1330 - 1331 - 1332 - 1333 - 1334 - 1335 - 1336 - 1337 - 1338 - 1339 - 1340 - 1341 - 1342 - 1343 - 1344 - 1345 - 1346 - 1347 - 1348 - 1349 - 1350 - 1351 - 1352 - 1353 - 1354 - 1355 - 1356 - 1357 - 1358 - 1359 - 1360 - 1361 - 1362 - 1363 - 1364 - 1365 - 1366 - 1367 - 1368 - 1369 - 1370 - 1371 - 1372 - 1373 - 1374 - 1375 - 1376 - 1377 - 1378 - 1379 - 1380 - 1381 - 1382 - 1383 - 1384 - 1385 - 1386 - 1387 - 1388 - 1389 - 1390 - 1391 - 1392 - 1393 - 1394 - 1395 - 1396 - 1397 - 1398 - 1399 - 1400 - 1401 - 1402 - 1403 - 1404 - 1405 - 1406 - 1407 - 1408 - 1409 - 1410 - 1411 - 1412 - 1413 - 1414 - 1415 - 1416 - 1417 - 1418 - 1419 - 1420 - 1421 - 1422 - 1423 - 1424 - 1425 - 1426 - 1427 - 1428 - 1429 - 1430 - 1431 - 1432 - 1433 - 1434 - 1435 - 1436 - 1437 - 1438 - 1439 - 1440 - 1441 - 1442 - 1443 - 1444 - 1445 - 1446 - 1447 - 1448 - 1449 - 1450 - 1451 - 1452 - 1453 - 1454 - 1455 - 1456 - 1457 - 1458 - 1459 - 1460 - 1461 - 1462 - 1463 - 1464 - 1465 - 1466 - 1467 - 1468 - 1469 - 1470 - 1471 - 1472 - 1473 - 1474 - 1475 - 1476 - 1477 - 1478 - 1479 - 1480 - 1481 - 1482 - 1483 - 1484 - 1485 - 1486 - 1487 - 1488 - 1489 - 1490 - 1491 - 1492 - 1493 - 1494 - 1495 - 1496 - 1497 - 1498 - 1499 - 1500 - 1501 - 1502 - 1503 - 1504 - 1505 - 1506 - 1507 - 1508 - 1509 - 1510 - 1511 - 1512 - 1513 - 1514 - 1515 - 1516 - 1517 - 1518 - 1519 - 1520 - 1521 - 1522 - 1523 - 1524 - 1525 - 1526 - 1527 - 1528 - 1529 - 1530 - 1531 - 1532 - 1533 - 1534 - 1535 - 1536 - 1537 - 1538 - 1539 - 1540 - 1541 - 1542 - 1543 - 1544 - 1545 - 1546 - 1547 - 1548 - 1549 - 1550 - 1551 - 1552 - 1553 - 1554 - 1555 - 1556 - 1557 - 1558 - 1559 - 1560 - 1561 - 1562 - 1563 - 1564 - 1565 - 1566 - 1567 - 1568 - 1569 - 1570 - 1571 - 1572 - 1573 - 1574 - 1575 - 1576 - 1577 - 1578 - 1579 - 1580 - 1581 - 1582 - 1583 - 1584 - 1585 - 1586 - 1587 - 1588 - 1589 - 1590 - 1591 - 1592 - 1593 - 1594 - 1595 - 1596 - 1597 - 1598 - 1599 - 1600 - 1601 - 1602 - 1603 - 1604 - 1605 - 1606 - 1607 - 1608 - 1609 - 1610 - 1611 - 1612 - 1613 - 1614 - 1615 - 1616 - 1617 - 1618 - 1619 - 1620 - 1621 - 1622 - 1623 - 1624 - 1625 - 1626 - 1627 - 1628 - 1629 - 1630 - 1631 - 1632 - 1633 - 1634 - 1635 - 1636 - 1637 - 1638 - 1639 - 1640 - 1641 - 1642 - 1643 - 1644 - 1645 - 1646 - 1647 - 1648 - 1649 - 1650 - 1651 - 1652 - 1653 - 1654 - 1655 - 1656 - 1657 - 1658 - 1659 - 1660 - 1661 - 1662 - 1663 - 1664 - 1665 - 1666 - 1667 - 1668 - 1669 - 1670 - 1671 - 1672 - 1673 - 1674 - 1675 - 1676 - 1677 - 1678 - 1679 - 1680 - 1681 - 1682 - 1683 - 1684 - 1685 - 1686 - 1687 - 1688 - 1689 - 1690 - 1691 - 1692 - 1693 - 1694 - 1695 - 1696 - 1697 - 1698 - 1699 - 1700 - 1701 - 1702 - 1703 - 1704 - 1705 - 1706 - 1707 - 1708 - 1709 - 1710 - 1711 - 1712 - 1713 - 1714 - 1715 - 1716 - 1717 - 1718 - 1719 - 1720 - 1721 - 1722 - 1723 - 1724 - 1725 - 1726 - 1727 - 1728 - 1729 - 1730 - 1731 - 1732 - 1733 - 1734 - 1735 - 1736 - 1737 - 1738 - 1739 - 1740 - 1741 - 1742 - 1743 - 1744 - 1745 - 1746 - 1747 - 1748 - 1749 - 1750 - 1751 - 1752 - 1753 - 1754 - 1755 - 1756 - 1757 - 1758 - 1759 - 1760 - 1761 - 1762 - 1763 - 1764 - 1765 - 1766 - 1767 - 1768 - 1769 - 1770 - 1771 - 1772 - 1773 - 1774 - 1775 - 1776 - 1777 - 1778 - 1779 - 1780 - 1781 - 1782 - 1783 - 1784 - 1785 - 1786 - 1787 - 1788 - 1789 - 1790 - 1791 - 1792 - 1793 - 1794 - 1795 - 1796 - 1797 - 1798 - 1799 - 1800 - 1801 - 1802 - 1803 - 1804 - 1805 - 1806 - 1807 - 1808 - 1809 - 1810 - 1811 - 1812 - 1813 - 1814 - 1815 - 1816 - 1817 - 1818 - 1819 - 1820 - 1821 - 1822 - 1823 - 1824 - 1825 - 1826 - 1827 - 1828 - 1829 - 1830 - 1831 - 1832 - 1833 - 1834 - 1835 - 1836 - 1837 - 1838 - 1839 - 1840 - 1841 - 1842 - 1843 - 1844 - 1845 - 1846 - 1847 - 1848 - 1849 - 1850 - 1851 - 1852 - 1853 - 1854 - 1855 - 1856 - 1857 - 1858 - 1859 - 1860 - 1861 - 1862 - 1863 - 1864 - 1865 - 1866 - 1867 - 1868 - 1869 - 1870 - 1871 - 1872 - 1873 - 1874 - 1875 - 1876 - 1877 - 1878 - 1879 - 1880 - 1881 - 1882 - 1883 - 1884 - 1885 - 1886 - 1887 - 1888 - 1889 - 1890 - 1891 - 1892 - 1893 - 1894 - 1895 - 1896 - 1897 - 1898 - 1899 - 1900 - 1901 - 1902 - 1903 - 1904 - 1905 - 1906 - 1907 - 1908 - 1909 - 1910 - 1911 - 1912 - 1913 - 1914 - 1915 - 1916 - 1917 - 1918 - 1919 - 1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927 - 1928 - 1929 - 1930 - 1931 - 1932 - 1933 - 1934 - 1935 - 1936 - 1937 - 1938 - 1939 - 1940 - 1941 - 1942 - 1943 - 1944 - 1945 - 1946 - 1947 - 1948 - 1949 - 1950 - 1951 - 1952 - 1953 - 1954 - 1955 - 1956 - 1957 - 1958 - 1959 - 1960 - 1961 - 1962 - 1963 - 1964

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



INTERTECHNIQUE INFORMATIQUE
AUGMENTATION MINIMUM ANNUELLE DU CHIFFRE D'AFFAIRES : 30 %
INTERTECHNIQUE, QUI EST BÉNÉFICIAIRE DU PLAN DE CROISSANCE DU MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE

recherche pour la Direction Commerciale Informatique pour faire face au développement de ses ventes d'ordinateurs REALIS 3000
INGÉNIEURS TECHNIQUE-COMMERCIAUX (C.R.F. 779)
contrats en informatique de gestion temps réel. Diplômés Grandes Ecoles.



Nombreux avantages sociaux par accord d'entreprise, dont prime de fin d'année.
RESTAURANT D'ENTREPRISE
Adresse C.V. avec présentations au président référents à la Direction du Personnel
INTERTECHNIQUE - 78370 - PLAISIR

SINTRIA

(Filiale C.G.E.)
Recherche pour domaine télécommunications
INGÉNIEUR LOGICIEL
2 à 3 ans expérience, ayant connaissances en micro-processeurs 8080.

Adresse C.V. et présentations à
SINTRIA
Direction Service du Personnel,
24, rue Malakoff, 92000 ASNIERES.

**ASSISTANT
CONTROLEUR
GESTION**

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE
F 90 000 +
Vous êtes âgé d'un mois 25 ans, avec une solide formation comptable, complétée par une expérience minimum de deux ans acquise dans le service comptable d'une société internationale auto-extrane ou dans un cabinet d'audit. L'habitude de travailler en informatique serait un atout supplémentaire. Vous avez une bonne pratique de l'anglais.

Vous serez alors contacté par un bon candidat pour notre client, filiale française (C.A. 120 millions de F) d'un important groupe pharmaceutique multinationale (C.A. mondial : 1 milliard de \$). Cette filiale cherche un assistant pour son contrôleur de gestion, au sein d'une équipe de trois personnes.

Adressez lettre manuscrite et C.V. détaillé avec photo, à :
Georges de Sainte Marie,
720 - Tour Montparnasse - 33 avenue de Maine - 75755 Paris
Cedex 15.
Discrétion assurée.

POUR UN GROUPE INTERNATIONAL
CHIMISTE ou INGÉNIEUR
DEVELOPPEMENT ET NOUVEAUTÉS

FONCTION SCIENTIFIQUE A L'ÉCHELLE EUROPEENNE
• Formation universitaire ou Ecole d'ingénieurs chimie-agrochimie
• Expérience 10 ans en recherche appliquée
• Anglais indispensable
120.000 + 150.000 F/AN.
Env. C.V. détaillé à SWEEZEY, n° 1288, B.P. 288, 75004 PARIS Cedex 04, qui transmettra.

BANQUE PRIVÉE
Filiale d'un groupe international, recherche pour une de ses agences parisiennes **second d'agence**

Le candidat devra avoir plusieurs années d'expérience :
- de la gestion administrative d'une agence,
- de la gestion des comptes clients,
- de la démarche d'entreprises, diplôme universitaire ou professionnel (I.T.B.).
Envoyer C.V. manuscrit, photo et salaire annuel désiré, sous la réf. 2310 à
Organisation et publicité
2, rue de Valenciennes 75001 PARIS (2e) TRANSMETTRA

ADJOINT AU DIRECTEUR FINANCIER
100-120 000 F

Immobilier
Bellemeuse Ouest Paris

Un groupe français (C.A. 300 millions de francs - Ethelux 200 pers.) spécialisé dans la promotion immobilière en villages et dans la construction de maisons individuelles, recherche un Adjoint à son Directeur Financier.
Sous l'autorité de ce dernier, et pour l'ensemble des sociétés du groupe (plusieurs dizaines), il sera chargé de l'étude, du montage et de la mise en œuvre (dépenses prévisionnelles) et des plans de financement et de gestion à chaque opération. Il devra à jour et à l'analyse différents tableaux de bord - budget, trésorerie (prévisions et suivi) - par opération, et avec connaissance du niveau global. Il contrôlera les comptes de chaque opération et il supervisera les services comptables du siège.
Il sera chargé de procéder à diverses études à caractère juridique ou fiscal, à participer à l'information, de la complexité de certaines sociétés et agences de provision. Le candidat devra, après avoir étudié les conditions de formation, éprouver type D.E.A., 300 copies finitions - comptables ou équivalent, posséder une expérience professionnelle acquise dans le service comptable ou financier d'une P.M.E., et posséder dans le secteur immobilier.

Revoir sous réf. 277/M à :
G.R.H. Conseils
5, avenue de Magenta, 92007 Paris.
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.



une des premières sociétés de conseil et services en informatique

ANIMATEURS de FORMATION

Vous avez une expérience de quelques années en entreprise ou en formation des adultes.
Vous souhaitez :
- participer à notre activité de formation informatique
- concevoir et réaliser avec nous de nouveaux stages
- évoluer ensuite vers d'autres activités de notre société.
Adressez-nous votre C.V. accompagné d'une photo - présentations à l'attention de PH. RELIN 81, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

**LES
OFFRES D'EMPLOI
DU MONDE:
UN PEU PLUS QUE DES
PETITES ANNONCES**

*Qui lit les annonces d'emploi?
Quand? Comment? Pourquoi?*

Essayant de réduire la part du hasard dans les recherches de candidats, les responsables du recrutement n'avaient paradoxalement pas de réponses à ces questions.
Ils font encore confiance à l'habitude, aux résultats d'actions anciennes ou à des affirmations contestables.
Ils ont été conduits à utiliser de plus en plus les Annonces classées du Monde, parce qu'ils y obtenaient de meilleurs rendements qu'ailleurs, parce que le niveau des candidats était mieux adapté aux contraintes des entreprises.
Fort de cette confiance, Le Monde a réalisé une enquête - la première en France - sur les lecteurs d'annonces d'emploi, leurs habitudes et la manière dont ils considèrent les offres qui leur sont faites dans les différents journaux.
Cette étude confirme la position privilégiée du Monde : il est plus consulté, ses annonces sont souvent mieux considérées que dans d'autres journaux, c'est là qu'existe la meilleure adéquation entre les lecteurs et la rubrique d'annonces d'emploi.
Les responsables du recrutement pourront découvrir dans ce document de nombreuses informations leur permettant de définir plus précisément les "profils" de ceux qu'ils désirent recruter.

LE MONDE, DÉJÀ UNE PRÉ-SELECTION

Vous êtes responsable de recrutement et vous désirez avoir communication des résultats de cette enquête sur la lecture des Annonces Classées. Pour cela, complétez le coupon ci-dessous et adressez-le à :

LE MONDE - Régie Presse,
85 bis, rue Réaumur,
75002 PARIS.

Nom _____
Entreprise _____
Adresse _____

**ITT OCEANIC recherche
chef du service études**

LE POSTE :
En collaboration avec le directeur informatique, il participera à l'élaboration générale du développement de l'informatique.
Il aura mission de diriger le travail de chefs de projets :
- en assurant la maîtrise des objectifs et des étapes définies par le cahier des charges,
- en vérifiant la conformité des données d'analyse et de programmation et la correcte utilisation du matériel matériel et logiciel,
- en assurant la mise au point des projets en qualité (tests appropriés) et en temps.
Dès le premier temps, il jouera le rôle de chef de projet des applications financières.
Il devra avoir une expérience réussie de 5 ans minimum en fonction chef de projet.
LE SERVICE :
C'est un service de 40 personnes travaillant sur un matériel récent :
- 11 IBM/360-50, 64 modèle 80 (384K)
- système GCOS
- matériel sous TOS.

analyste programmeur

Contraintes RPS II et COSOL indispensables
Méthode LCP WARNIER apprises.
LE POSTE :
Il devra prendre en charge les applications comptables existantes et les promouvoir.
Il aura le sens du contact et le goût de transformer son poste en faisant évoluer les applications.

programmeur cobol

Méthode LCP WARNIER
Connaissances et possible :
- langage RPG II
- matériel CH 16 64-60.
Il faut être capable PROGRAMMEUR-COBOL, parler anglais pour RPS II. Pour les autres postes, voir les autres offres dans le même journal. Dans LE MONDE - OCEANIC - 32220 ROMAINVILLE.

**IMPORTANTES SOCIÉTÉS NATIONALES
recherche pour les services techniques (Paris et Province)**

JEUNES INGÉNIEURS
Formation grande école, ayant déjà une certaine pratique de l'utilisation des mini-ordinateurs dans des applications industrielles.
Envoyer C.V. complet avec photo et présentations sous la réf. 81247 à : R. G. B. 2000, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

MATRA

dans le cadre de son expansion et de la diversification de ses activités crée 2 postes

**RESPONSABLES
INDUSTRIALISATION
ELECTRONIQUES**

- Ils donnent les orientations technologiques aux départements études en vue de fabrications électroniques, de moyennes et grandes séries. Ils participent à des groupes de travail d'analyse de la valeur.
- Ils assurent par ailleurs la coordination des programmes de fabrication auprès des usines du groupe et de sous-traitants (problèmes de délais - coûts - choix techniques).
Ces postes concernent des ingénieurs de formation du type ISEP - ISEN - ENSI - ENL... ayant de 5 à 10 ans d'expérience acquise en fabrication électronique professionnelle ou grand public.
Adressez C.V. rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence RIX 476 au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres

MATRA G.P. N° 1 - 78140 VELIZY

**IMPORTANTES SOCIÉTÉ
D'ELECTRONIQUE**

recherche

**INGÉNIEUR
COMMERCIAL**

Ayant une expérience technique-commerciale d'environ 3 ans dans la

DOMAINE INFORMATIQUE
(terminaux, micro-ordinateurs...)
Perspectives de carrière certaines.
Lieu de travail :

Proche BANLIEUE SUD
Adressez curriculum vitae et présentations n° 15.807, COFFRETS Fich. 26, av. Copernic, Paris (13e), qui transmettra.

UNE FIRMES INDUSTRIELLE RENOMMÉE

filiale d'un important groupe international recherche un

Ingénieur en organisation

ECP, AM, ENSI, 2 à 3 ans d'expérience d'organisation ou de fabrication (la possibilité dans le secteur mécanique) capable de mener des actions d'organisation validées et d'intervenir comme responsable de projet.
Cette situation permet une évolution de carrière au sein du groupe pratiquant des méthodes modernes de gestion. Connaissance de l'anglais nécessaire.

Lieu de travail : banlieue Nord-Est de Paris.
Envoyer sous réf. V.F. 481 AM
4 rue Massenet
75016 PARIS
DISCRETION ASSOLUE



Le Jour du Soleil, une initiative sans lendemain ?

économie

LE RAPPORT 1979 DE LA COUR DES COMPTES

La décentralisation des responsabilités est inséparable de la stricte observation de la loi

Le Cour des comptes a publié, mercredi matin 27 juin, son rapport pour l'année 1979. Celui-ci a été remis au président de la République lundi et déposé sur les bureaux de l'Assemblée et du Sénat mardi 28 juin (1).

Aux termes de la loi du 22 juin 1977, la Cour est chargée de vérifier la régularité des recettes et des dépenses publiques; de s'assurer du bon emploi des

crédits, fonds et valeurs gérés par les services de l'Etat et par les personnes morales de droit public; d'assurer la vérification des comptes et de la gestion des entreprises publiques; de contrôler les institutions de la Sécurité sociale.

Pour effectuer l'ensemble de ces tâches, la Cour dispose d'un effectif de deux cents magistrats, répartis en sept chambres, aidées par une quarantaine d'assistants de vérification.

Le rapport de 1979 porte sur les comptes des années antérieures (1976 et 1977 notamment). Il comprend cinq parties: les opérations du budget et du Trésor en 1977; les administrations de l'Etat (sauf la famille, travail et participation, budget, université, agriculture, transports, culture et communication); des collectivités territoriales et des établissements publics régionaux et locaux; la Sécurité sociale, les entreprises publiques.

Le rapport de 1979 porte sur les comptes des années antérieures (1976 et 1977 notamment). Il comprend cinq parties: les opérations du budget et du Trésor en 1977; les administrations de l'Etat (sauf la famille, travail et participation, budget, université, agriculture, transports, culture et communication); des collectivités territoriales et des établissements publics régionaux et locaux; la Sécurité sociale, les entreprises publiques.

● INRA : les contrats de recherche.

Le rapport de la Cour des comptes administre une volée de bois vert à l'Institut national de la recherche agronomique. Les critiques portent tant sur l'activité de l'Institut qui n'est pas suffisamment axée sur une politique générale de recherche, que sur la liberté de fait dont disposent les dirigeants de l'établissement qui entraîne des comportements déplorables, voire des irrégularités financières. Notant que la subvention de l'Etat n'a pas suivi la progression des charges de l'INRA, le rapport explique comment les chefs de laboratoire ont cherché à obtenir auprès des services publics ou d'entreprises privées des contrats de recherche qui ont atteint en 1978 près de 45 % de la subvention de fonctionnement.

Trois dangers dans cette méthode de financement: ● Cette procédure au coup par coup n'est pas la plus favorable à une bonne économie de moyens. La Cour a relevé, par ailleurs, le cas d'une emprise sur les séquences de l'arsenal de la Défense. ● Cette procédure au coup par coup n'est pas la plus favorable à une bonne économie de moyens. La Cour a relevé, par ailleurs, le cas d'une emprise sur les séquences de l'arsenal de la Défense. ● Cette procédure au coup par coup n'est pas la plus favorable à une bonne économie de moyens. La Cour a relevé, par ailleurs, le cas d'une emprise sur les séquences de l'arsenal de la Défense.

● Secondes conséquences financières: la création d'associations.

Pour éviter de voir tomber le produit des contrats dans le pot commun de l'INRA, des responsables de stations d'unités de recherche ont créé des associations dans le but avoué de coordonner les travaux de divers laboratoires. En fait, ces associations jouent le rôle de barrières et de caisses occultes girant les fonds contractuels. De tels cas ont été relevés à Reims, Nancy et Grignon. Cette situation crée des difficultés à l'INRA (Puy-de-Dôme), les conditions favorables à un déboursement irrégulier.

● Enfin, l'unité de programmation de la recherche agricole de l'INRA, qui est chargée de la recherche agricole, ne dispose pas d'un statut personnel et familial de l'immédiat, ce qui empêche de lui attribuer des crédits. Les insuffisances de l'INRA ont été le prétexte de la mise en place de l'Institut national de la recherche agricole, ce qui a entraîné une déperdition de fonds.

LE SÉJOUR DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

Le Sénat veut se donner le temps de la réflexion

Le Sénat, en adoptant à main levée, mardi 26 juin, la question préalable posée par M. LAMOTHE (R.I., Seine-et-Marne) au nom de la commission des lois, s'est refusé à discuter au fond le projet de loi modifiant dans un sens restrictif les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France. « Nous ne sommes pas allés à l'Assemblée nationale », a indiqué le rapporteur, nous prononcer sur ce texte avant d'avoir eu connaissance du second projet déposé par M. BOUTIN et Stollin et dont l'Assemblée nationale vient seulement d'être saisie. Les deux textes sont liés et ne peuvent être examinés séparément.

Avant le rejet de son projet (le vote d'une question préalable équivaut à un rejet), le ministre de l'Intérieur avait annoncé qu'il demanderait au Sénat un vote positif en seconde lecture. Celui-ci pourrait intervenir à l'occasion des « vacances » du 29 et 30 juin entre les deux Chambres du Parlement. Il n'est pas sûr, toutefois, que les sénateurs acceptent de débattre de ce problème dans la précipitation d'une fin de session. Aussitôt après l'adoption de sa question préalable, la commission des lois, en effet, par quatre voix contre sept, a décidé qu'elle n'interviendrait pas sur les mesures tendant à améliorer le statut des étrangers avant le vote du projet de loi relatif à la nationalité. Cette décision, toutefois, semble-t-il, d'une réticence à la réforme proposée, réticence qui va au-delà des raisons de procédure. — A.G.



Le patronat chrétien se prononce pour un statut personnel et familial

Les projets de loi concernant les travailleurs immigrés ont pour but de modifier le statut des étrangers en France. Le Centre français du patronat chrétien (C.F.P.C.) se déclare opposé à ces projets de loi. Le C.F.P.C. propose d'attribuer aux travailleurs étrangers le statut de résidents permanents pour une durée de séjour régulière déjà effectuée en France et qui serait étendue de plein droit aux enfants mineurs des résidents permanents résidant en France ou les Français nés de la libre vie.

De son côté, le Grand-Orient de France dénonce « les atteintes à l'identité », ainsi que la « dérive » de certaines procédures judiciaires et administratives. Le mouvement contre le racisme et pour l'unité entre les peuples (M.U.P.), pour sa part, exprime une fois de plus son « extrême dégoût » pour les projets de loi qui mettent en cause, selon lui, « les droits et la sécurité de l'ensemble des travailleurs français » et constituent « une atteinte générale aux droits de l'homme ».

CONJONCTURE

Selon M. Monory

LA LIBÉRATION DES PRIX INDUSTRIELS EST UN SUCCÈS

Commentant la hausse de coût de la vie en France (+1,1 % en mai), M. Monory, ministre de l'économie, a dit le bilan de l'opération de libération des prix industriels, libérée en juillet 1978, leur hausse moyenne, de 0,2 % en chiffre à 1 %, alors qu'ils avaient augmenté de 0,7 % en cours de cette même correspondance de 1977-1978, période pendant laquelle la déflation régnait.

Cette différence de 0,5 %, a ajouté M. Monory, est due essentiellement à une hausse plus forte de l'établissement et des produits textiles, après certaines restrictions d'importations décidées pour protéger l'emploi dans ce secteur particulièrement menacé.

Enfin, M. Monory a ajouté qu'il n'est pas possible de constater que l'inflation a été plus forte dans les secteurs des services et des commerces, mais qu'elle a été plus faible dans les conditions d'une large concurrence. A cet effet, des rencontres sont organisées entre les professionnels et les représentants des consommateurs. C'est en fonction des résultats de ces rencontres que les décisions seront prises.

● AUTOROUTES : l'Etat de plus en plus sollicité.

La politique autoroutière du gouvernement avait un triple objectif: « soigner la construction des voies en diminuant le coût de 25 % par rapport à celui des sociétés d'économie mixte et d'assurer la continuité du service public ». Mais, le simple constat est que les dépenses de l'Etat, « si le premier objectif a été atteint, il n'en a pas été de même pour les deux autres, tant que la Cour des comptes ne nous aura pas informés de la nouvelle formule devant permettre aux concessionnaires de s'auto-financer et de produire à l'exploitation de leur exploitation ». (1) Le rapport est disponible. Transmis des ministères de l'Intérieur, des Travaux, 19015 Paris.

La Cour des comptes dénonce la situation paradoxale des trois sociétés concessionnaires dont les actionnaires ont ainsi fait de substantiels profits et qui se trouvent dépourvus d'une grande partie de leurs liquidités. D'un autre côté, l'Etat, selon les auteurs du rapport, ne peut pas se permettre de continuer à financer les sociétés concessionnaires de la politique autoroutière mise en œuvre à partir de 1974.

La Cour des comptes, dit-elle plus tard, a appris que les sociétés concessionnaires de la politique autoroutière ont des disponibilités financières privées et ont été mis en œuvre, les concessionnaires ont pu normaliser la concurrence, empêcher les concessionnaires de bénéficier de la hausse des coûts et de la baisse des coûts. Cependant, que l'Etat assume des charges qui ne cessent de croître.

Les auteurs du rapport reprochent aux concessionnaires de ne pas avoir recherché en position dominante les avantages accordés par la Société des autoroutes Rhône-Alpes (S.A.R.A.) à ses actionnaires s'élevant, au 31 décembre 1978, à 322 millions de francs, alors que la participation de ceux-ci au capital de la société n'atteignait que 186 millions de francs.

Dans sa réponse, le ministre des Travaux publics a déclaré que la politique autoroutière du gouvernement est « révélatrice d'un échec ». La France a raté son retard. Par ailleurs, l'engagement budgétaire rapporté au nombre de kilomètres mis en service a été réduit par rapport à ce qu'il était avant 1979.

Dans l'Usine Nouvelle cette semaine:

LES NOUVEAUX INGENIEURS: CE QU'IL VALENT LES PROMOTIONS 1979.

Pour chacune des 160 écoles d'ingénieurs françaises, l'Usine Nouvelle révèle: ● Les débouchés. ● Les salaires d'entrée dans la vie active. ● La durée des stages en entreprise. ● Le nombre des diplômés placés par l'école.

● L'efficacité de la promotion 1979. ● Le pourcentage des femmes diplômées. Au total 17 critères décisifs ont été recensés dans ce grand dossier pour définir et quantifier la valeur des 12.000 diplômés délivrés cette année.

L'USINE NOUVELLE

En vente dans les kiosques à partir du jeudi 28 juin

M. MICHEL COLLAS VA SUCCEDER A M. JACQUES PERRY A LA PRÉSIDENCE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DE LA SIDÉROURGIE.

M. Michel Collas, vice-président de la société Creusot-Loire, va succéder à M. Ferry à la présidence de la Chambre syndicale de la sidérurgie française. M. Jacques Ferry, âgé de soixante-trois ans, a été élu président de la Chambre syndicale de la sidérurgie française en 1976. Il a été réélu à ce poste, qui doit quitter en juillet.

Le choix de la profession s'est porté sur le patron M. Collas, né en 1922, ancien élève de l'école polytechnique, ingénieur au corps des mines, ancien directeur de la Soles, puis directeur général des Ateliers de Forges de la Loire (A.F.L.) jusqu'en 1970, date à laquelle il fut nommé directeur de la branche « métallurgie ». En novembre dernier, à la suite des différentes épreuves par cette branche, M. Collas a été nommé vice-président de la commission et enseignement, formation, emploi et relations avec le patronat et l'entreprise (C.E.P.E.).

AFFAIRES

ÉTRANGER

Le président de C.d.F.-Chimie se rebiffe contre les incohérences industrielles de l'État-patron

Après avoir touché le creux de la vague en 1978 avec le plus lourd déficit de toute son histoire (282 millions de francs), le groupe C.d.F.-Chimie, filiale des Charbonnages de France et « numéro trois » français de la chimie, avec un chiffre d'affaires de 6,75 milliards de francs, se porte mieux. M. Jacques Peltomäki, président de son directoire, l'a annoncé lors de la conférence de presse tenue mardi matin le 26 juin dernier.

Cette évolution exemplique selon lui par un « meilleur tour de manche de toutes les unités et par une meilleure valeur ajoutée des prix des polymères (bouteilles plastiques) ». Il s'est toutefois refusé à toutes prévisions, se bornant à préciser que si les ventes étaient favorables un retour à l'équilibre des comptes était possible pour 1979. Revenant sur les fortes pertes subies par le groupe durant l'exercice écoulé, M. Peltomäki en a rendu en partie responsables les activités fortement déficitaires du groupe dans les plastiques de grande diffusion, dont les prix ont été inférieurs aux niveaux de 1978.

Mais elles proviennent aussi de la société Atoce et produits chimiques (A.P.C.), ex-filiale intégrale de l'F.M.C. — rachetée sur la pression des pouvoirs publics, soucieux de créer un grand « pôle chimique » national — qui a enregistré un déficit de près de 100 millions de francs.

A propos de l'État-patron et de ses interventions fréquentes dans la stratégie du groupe, M. Peltomäki a révéillé un critique en aparté ses aberrations en matière industrielle et son faux libéralisme. « Les incohérences, dans ce domaine, nous s'en sont déclarés, sont plus grandes qu'il y a dix ans ». Après avoir contraint C.d.F.-Chimie à déserter en 1975 son projet de vaporisateur à Dunkerque, afin de participer à la lutte contre le chômage dans le Nord, les pouvoirs publics refusaient maintenant les fonds nécessaires pour construire la seconde moitié de l'ouvrage, alors que les commandes d'échelle commandaient d'achever l'ensemble industriel pour produire leur plein effet. Résultat : C.d.F.-Chimie, la société exploitant ce vaporisateur, sera déficitaire cette année.

Le même incohérence a présidé dans l'affaire des engrais. Transféré en 1978 à rééquilibrer les comptes de sa filiale A.P.C. avec un an d'avance sur le programme remis aux pouvoirs publics lors de la fusée en 1977, les mêmes pouvoirs publics font la sourde oreille pour financer la nouvelle unité d'ure de Toulouse, pourtant nécessaire au développement des activités de cette société.

Que l'État ait encore penser de l'industrie de l'administration dans l'affaire Deco ? C.d.F.-Chimie a été invité à se porter acquiescent de cette société de pétrochimie industrielle, filiale de Nobel-Borel, pour qu'elle ne tombe pas en mains étrangères ; mais les autorités ont fait trahir les choses en lançant avant de donner leur feu vert.

Pour trouver de l'argent, M. Peltomäki cherche de nouveaux partenaires. Des négociations sont en cours avec l'État de Qatar, déjà associé au groupe dans COPENOR, C.d.F.-Chimie a également pris langue avec un autre interlocuteur, peut-être le Venezuela.

Le 30 décembre, le patron de C.d.F.-Chimie mettra une condition à l'acceptation d'une proposition de son mandat : avoir les mains plus libres.

LE GROUPE ITALIEN ZANUSSI S'ASSOCIE AVEC HITACHI

Le groupe italien Zanussi, « numéro un » européen de l'électroménager, et le conglomérat japonais Hitachi viennent de signer un important accord de coopération commerciale et technique couvrant tous les secteurs de fabrication des deux partenaires : appareils hi-fi, postes de télévision, cuisinières, réfrigérateurs, machines à laver la linge et la vaisselle, etc. Cet accord d'assistance technique est assorti d'une clause prévoyant la cession par Hitachi de son savoir-faire dans les domaines de la hi-fi et de la télévision à la société Zanussi. Electrolux SpA, filiale du groupe Zanussi opérant dans des branches d'activité.

L'alliance conclue par les deux groupes s'inscrit dans le cadre de la stratégie de Zanussi visant à internationaliser ses affaires sur tous les continents. Elle a déjà conduit le groupe italien à acheter la société américaine de construction mécanique, désormais exploitant ce vaporisateur, sera déficitaire cette année.

Le même incohérence a présidé dans l'affaire des engrais. Transféré en 1978 à rééquilibrer les comptes de sa filiale A.P.C. avec un an d'avance sur le programme remis aux pouvoirs publics lors de la fusée en 1977, les mêmes pouvoirs publics font la sourde oreille pour financer la nouvelle unité d'ure de Toulouse, pourtant nécessaire au développement des activités de cette société.

La B.N.P. et la Société générale sont favorables à une réforme du crédit aux entreprises

À l'occasion de leur conférence de presse annuelle, M. Leduc et M. Leduc, présidents respectivement de la Société générale et de la Banque nationale de Paris (B.N.P.), ont été abondamment questionnés sur les propositions de rapport déposées concernant la décentralisation du système bancaire. Ils ont répondu que, dans l'ensemble, ils y étaient « plutôt favorables », tout en insistant sur les réserves sur la possibilité de les mettre en œuvre.

Ainsi, M. Leduc a trouvé « très sympathique » le projet de « doubler » les moyens de collecte, essentiellement les livres économes distribués par les caisses d'épargne et le Crédit mutuel. Il a toutefois souligné que l'opposition de l'État pour qu'il les recouvre du livret A des caisses d'épargne recueillies par la Caisse des dépôts et consignations, bloquant ce projet. De même, l'opposition des collectivités locales, qui bénéficient de la moitié des fonds collectés par le livret A, n'a pas été bien vue.

Quant à la tarification des opérations bancaires (pour les chèques), sujet à l'ordre du jour, les deux présidents ont fait connaître qu'ils étaient « globalement » favorables. À la Banque nationale, aucun projet concret n'a été élaboré, selon M. Leduc, mais les deux banques ont en commun.

Pour M. Leduc, « il y a un problème », car le gouvernement a fait passer une loi en 1967, la réévaluation des services qui ne date que de 1964. À la B.N.P., on craint que les soldes des comptes à vue des particuliers, inférieurs à 2 000 F pour 50 %, et à 1 000 F pour 25 %, baissent régulièrement au fur et à mesure que montent les dépôts rémunérés : la clientèle a appris à placer son argent.

Reconnaissant que les banques sont victimes de leur longue campagne de publicité antérieure (voir votre argent m'intéresse), M. Leduc a estimé néanmoins qu'il est temps de faire payer les opérations en tenant compte de l'importance de leur solide crédit annuel. Pour limiter l'inflation des « petits chèques », il a suggéré de fixer un montant minimal pour le paiement par chèques.

Les dirigeants de l'industrie privée de Suisse, de France et d'Allemagne (Irdipra) sont les mieux payés d'Europe et gagnent en moyenne deux fois plus que les Britanniques. Selon les études de la Confédération des industries textiles (C.I.T.), pour le salaire net annuel — après impôts — de 7 222 livres (90 000 F), l'Allemagne, l'Autriche, la Suisse gagnent également. Le Suisse gagne 22 222 livres (270 000 F), suivi par l'Allemagne (182 800 F), le Français et le Belge (150 000 F). Pour ce salaire, le pouvoir d'achat le plus élevé est obtenu par le Suisse, à égalité, le Français et l'Allemand. — (A.F.P.)

FAUX PAS HELLENIQUE

(De notre correspondant.)
Athènes (Communauté européenne). — M. Karamanlis, qui fut le chef de la mission de la Grèce auprès du marché commun de 1967 à 1972, pendant la dictature des colonels, va-t-il revenir à Athènes comme un « délégué permanent » de son pays auprès de la Commission européenne ? Après que le gouvernement grec ait présenté une demande d'adhésion, la Commission a transmis un avis négatif à ses gouvernements membres, arguant qu'il revient de prendre la décision.

La Commission a dit, sous son couvert, et surprise de ce fait pas, M. Karamanlis, qui est ambassadeur au Royaume-Uni, un acte diplomatique de caractère à son honneur politique. Ses actes ne sont pas : il a servi avec zèle le gouvernement des colonels, mais strictement ni plus ni moins que ce n'est fait la grande majorité de ses collègues.

Il reste que le retour à Athènes fait du retour de son vœu, surtout de la part d'un ancien ministre, pendant les années de la dictature avec la C.E.E., a certainement été vu par les principaux intéressés de l'adhésion à la C.E.E. — Ph. J.

Aux États-Unis

LE COUT DE LA VIE A AUGMENTÉ DE 1,1 % EN MAI

Washington (A.F.P.). — L'indice du coût de la vie aux États-Unis a augmenté de 1,1 % en mai, à la suite d'une hausse des prix des produits pétroliers (+0,5 %). C'est le quatrième mois de suite que l'indice dépasse le 1 %. Et la tendance se poursuit, la hausse du coût de la vie pour l'ensemble de 1979 s'établissant près de 14 %. Le gouvernement espère contester que le rythme de l'inflation se ralentisse à partir de l'automne.

En mai, l'indice du coût de la vie a augmenté de 1,1 %, ce qui a entraîné une hausse de 0,8 % par rapport à mai 1978. Les salaires hebdomadaires ont augmenté de 0,2 % en mai. Compte tenu de la hausse des prix, leur pouvoir d'achat correspondrait aux salaires de mai 1978.

La limitation des prix et salaires aux États-Unis

LA COUR D'APPEL DE WASHINGTON DONNE RAISON AU PRÉSIDENT CARTER

Washington, 24. — La Cour fédérale d'appel du district de Columbia vient de rendre un arrêt contraire à la décision du tribunal qui avait jugé que le président Carter abusait de ses pouvoirs en matière de lutte contre l'inflation. La cour, saisie par le gouvernement, a estimé que celui-ci avait le droit de limiter les commandes d'une valeur supérieure à 5 millions de dollars toutes entreprises qui ne se conformaient pas aux normes de hausse des salaires fixées par le gouvernement.

La centrale syndicale A.F.L.-C.I.O. et diverses organisations ont critiqué cet arrêt, estimant que le pouvoir accordé à la Cour fédérale pour obliger l'exécution de l'arrêt de la cour de Washington, le président Carter, responsable de la lutte contre l'inflation, après le président Carter, a délégué son pouvoir à une force étrangère à l'administration.

PAYS-BAS

Le budget des paiements courants néerlandais a enregistré à nouveau un déficit au cours du premier trimestre de 1979, inférieur toutefois à celui de la période correspondante de 1978. Selon le ministère des finances, ce déficit s'élève à 685 millions de florins, contre 865 millions de florins de janvier à mars 1978. Il est d'autant plus inquiétant, du point de vue de la balance des invisibles (345 millions de florins).

En Irlande
LA GRÈVE DES POSTES A PRIS FIN APRÈS AVOIR DURÉ CINQ MOIS

Dublin (A.F.P.). — La grève des postes et des télécommunications en République d'Irlande, qui durait depuis cinq mois, a pris fin le lundi soir 25 juin. Les services des postes et du téléphone ont été rétablis à partir du mercredi 27 juin. Selon les rumeurs, un système de communication avec l'étranger avait le 1^{er} juillet, date à laquelle l'Irlande reprendra son rôle de membre de la Communauté européenne, le gouvernement a proposé aux employés des postes une augmentation de salaires de 12 à 15 %. Cette offre a été acceptée par le Syndicat des postes irlandais.

DANEMARK

Le budget commercial danois a enregistré en mai un déficit de 2 240 millions de couronnes, contre 2 500 millions de couronnes en mai 1978. Pour les cinq premiers mois, le déficit commercial a atteint 8 179 millions de couronnes. — (A.F.P.)



ARAB BANK LTD.

Established In 1930 In Jerusalem

ARAB BANK HAS BRANCHES IN

Abu Dhabi, Ajman, Bahrain, Dubai
Egypt, France, Jordan, Lebanon
Oman, Ras Al Khaymah, Sharjah
Saudi Arabia, Umm Al Qaiwain, U.K.
Fujairah, Tunisia, Yemen Arab Rep.

SISTER INSTITUTIONS, SUBSIDIARIES & AFFILIATES

1. Arab Bank (Overseas) Ltd. Zurich, Geneva.
2. Arab Bank Maroc, Casablanca, Rabat.
3. Union De Banques Arabes et Européennes S.A. (U.B.A.E.)
Luxembourg & Frankfurt.
4. Arab Bank (Nigeria) Ltd. Lagos, Kano, Apapa, Isole.

STATEMENT OF CONDITION			
(J.D.\$=3-41)	1976	1977	1978
Capital & Reserves	30	40	50
Deposits	682	862	1011
Total Assets	1371	1522	1655

In Million Jordanian Dinars

5. Union De Banques Arabes et Françaises (U.B.A.F.) Paris, France.
 6. (U.B.A.F.) Arab American Bank New York, N.Y. U.S.A.
 7. Arab Japanese Finance Ltd. (U.B.A.) Hong Kong, H.K.
 8. The Arab & Morgan Grenfell Finance Co. Ltd. London, U.K.
- General Management AMMAN - JORDAN Telex 1230 JO.

كذا من الأصل

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

26 JUIN

Repli marginal

Des ventes définitives en plus grand nombre et une certaine récession des achats ont entraîné la déviation de l'indice qui a subi un repli marginal de 0,14 point à 144,85. Les indices des valeurs étrangères ont subi une baisse de 0,44 point à 144,85. Les indices des valeurs étrangères ont subi une baisse de 0,44 point à 144,85.

Une certaine tranquillité a dominé l'ensemble du mouvement. Les valeurs étrangères ont subi une baisse de 0,44 point à 144,85. Les indices des valeurs étrangères ont subi une baisse de 0,44 point à 144,85.

Le marché a été dominé par les valeurs étrangères. Les indices des valeurs étrangères ont subi une baisse de 0,44 point à 144,85. Les indices des valeurs étrangères ont subi une baisse de 0,44 point à 144,85.

La meilleure tenue du dollar, ainsi que la hausse des marchés américains, ont entraîné la déviation de l'indice qui a subi un repli marginal de 0,14 point à 144,85. Les indices des valeurs étrangères ont subi une baisse de 0,44 point à 144,85.

Sur le marché de l'or, le spot a été coté à 340,15 \$ l'once, contre 340,10 \$ l'once, et le papier à 340,15 \$ l'once, contre 340,10 \$ l'once.

LONDRES

26 JUIN

La baisse s'accroît

Le mouvement de baisse s'est poursuivi et s'est accru. L'indice a subi une baisse de 0,44 point à 144,85. Les indices des valeurs étrangères ont subi une baisse de 0,44 point à 144,85.

Le volume d'affaires a été en baisse. Les indices des valeurs étrangères ont subi une baisse de 0,44 point à 144,85. Les indices des valeurs étrangères ont subi une baisse de 0,44 point à 144,85.

Le marché a été dominé par les valeurs étrangères. Les indices des valeurs étrangères ont subi une baisse de 0,44 point à 144,85. Les indices des valeurs étrangères ont subi une baisse de 0,44 point à 144,85.

La meilleure tenue du dollar, ainsi que la hausse des marchés américains, ont entraîné la déviation de l'indice qui a subi un repli marginal de 0,14 point à 144,85. Les indices des valeurs étrangères ont subi une baisse de 0,44 point à 144,85.

Sur le marché de l'or, le spot a été coté à 340,15 \$ l'once, contre 340,10 \$ l'once, et le papier à 340,15 \$ l'once, contre 340,10 \$ l'once.

NEW-YORK

26 JUIN

La baisse s'accroît

Le mouvement de baisse s'est poursuivi et s'est accru. L'indice a subi une baisse de 0,44 point à 144,85. Les indices des valeurs étrangères ont subi une baisse de 0,44 point à 144,85.

Le volume d'affaires a été en baisse. Les indices des valeurs étrangères ont subi une baisse de 0,44 point à 144,85. Les indices des valeurs étrangères ont subi une baisse de 0,44 point à 144,85.

Le marché a été dominé par les valeurs étrangères. Les indices des valeurs étrangères ont subi une baisse de 0,44 point à 144,85. Les indices des valeurs étrangères ont subi une baisse de 0,44 point à 144,85.

La meilleure tenue du dollar, ainsi que la hausse des marchés américains, ont entraîné la déviation de l'indice qui a subi un repli marginal de 0,14 point à 144,85. Les indices des valeurs étrangères ont subi une baisse de 0,44 point à 144,85.

Sur le marché de l'or, le spot a été coté à 340,15 \$ l'once, contre 340,10 \$ l'once, et le papier à 340,15 \$ l'once, contre 340,10 \$ l'once.

VALEURS

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
Alcatel	120	119	+1
Alstom	110	109	+1
Amal	100	99	+1
Américan	90	89	+1
Amis	80	79	+1
Amor	70	69	+1
Amor	60	59	+1
Amor	50	49	+1
Amor	40	39	+1
Amor	30	29	+1
Amor	20	19	+1
Amor	10	9	+1
Amor	0	-1	+1

BOURSE DE PARIS - 26 JUIN - COMPTANT

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
Alcatel	120	119	+1
Alstom	110	109	+1
Amal	100	99	+1
Américan	90	89	+1
Amis	80	79	+1
Amor	70	69	+1
Amor	60	59	+1
Amor	50	49	+1
Amor	40	39	+1
Amor	30	29	+1
Amor	20	19	+1
Amor	10	9	+1
Amor	0	-1	+1

MARCHÉ A TERME

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
Alcatel	120	119	+1
Alstom	110	109	+1
Amal	100	99	+1
Américan	90	89	+1
Amis	80	79	+1
Amor	70	69	+1
Amor	60	59	+1
Amor	50	49	+1
Amor	40	39	+1
Amor	30	29	+1
Amor	20	19	+1
Amor	10	9	+1
Amor	0	-1	+1

COTE DES CHANGES

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
Alcatel	120	119	+1
Alstom	110	109	+1
Amal	100	99	+1
Américan	90	89	+1
Amis	80	79	+1
Amor	70	69	+1
Amor	60	59	+1
Amor	50	49	+1
Amor	40	39	+1
Amor	30	29	+1
Amor	20	19	+1
Amor	10	9	+1
Amor	0	-1	+1

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
Alcatel	120	119	+1
Alstom	110	109	+1
Amal	100	99	+1
Américan	90	89	+1
Amis	80	79	+1
Amor	70	69	+1
Amor	60	59	+1
Amor	50	49	+1
Amor	40	39	+1
Amor	30	29	+1
Amor	20	19	+1
Amor	10	9	+1
Amor	0	-1	+1

